Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 29 avril 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°625 ■

CRÉATION D'UN FRONT MÉDIATIQUE NATIONAL UNIFIÉ

Le ministre de la Communication salue la forte adhésion des journalistes

P 16

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Cap sur l'exportation vers l'Afrique

L'Algérie, forte de ses progrès dans le secteur pharmaceutique, affiche de grandes ambitions : devenir l'un des principaux fournisseurs de médicaments en Afrique. Si le pays est déjà en voie d'atteindre l'autosuffisance, il prépare également son rôle de leader régional dans l'exportation de médicaments, a indiqué Wassim Kouidri, ministre de l'Industrie pharmaceutique. P 3

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ AU TRAVAIL

Installation d'un conseil national de prévention en 2025

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a annoncé hier à Alger que l'installation du Conseil national de la prévention sanitaire, de la sécurité et de la médecine du travail ainsi que celle du Comité national des maladies professionnelles aura lieu au cours de l'année 2025.

P 2

LE MAILLAGE RAIL/ROUTE

Un levier pour le développement durable

Le développement durable s'impose aujourd'hui comme une priorité nationale en Algérie. Dans ce contexte, la complémentarité entre les réseaux routier et ferroviaire se révèle être un levier stratégique pour soutenir la croissance économique tout en répondant aux exigences environnementales. Pour Ali Chekroune, secrétaire général de l'Association routière algérienne (ARAL), l'intermodalité entre le réseau routier et ferroviaire constitue aujourd'hui le socle même de l'essor économique national.

P 5

INDICE NATIONAL DES PRIX À LA CONSOMMATION

En hausse de près de 2% en mars 2025

Selon la dernière Note de l'Office national des statistiques (ONS), l'indice national des prix à la consommation a enregistré en mars 2025 une hausse de 1,9 % par rapport à février 2025. Une progression largement portée par l'augmentation des prix alimentaires, particulièrement marquée dans plusieurs grandes villes du pays.

P 5

IL EST PASSÉ DE 150 À 300 MILLIARDS DA

La BNA augmente son capital social de 100% P 2

PÉTROLE

Le baril de Brent à près de 67 dollars P 4

DE NOUVELLES LIGNES DIRECTES VERS L'AFRIQUE ET L'ASIE SERONT LANCÉES PROCHAINEMENT

Air Algérie poursuit son déploiement P 3

IL EST PASSÉ DE 150 À 300 MILLIARDS DA

La BNA augmente son capital social de 100%

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a annoncé, hier dans un communiqué, l'augmentation de son capital social de 100%, à 300 milliards de dinars, et ce, via l'incorporation de fonds propres. Le capital de la BNA est passé, ainsi, de 150 à 300 milliards de dinars, marquant une augmentation de 100%, selon le communiqué, qui précise que "cette augmentation s'inscrit dans le cadre de sa stratégie d'amélioration de sa solidité financière et de soutien au financement de l'économie nationale". Il s'agit, pour la BNA, "d'une étape décisive dans le cadre de son développement à moyen et long termes, lui permettant, non seulement de consolider son assise financière, mais aussi de mieux accompagner les grands projets structurants de l'économie nationale ainsi que les besoins de financement des entreprises publiques et privées". La banque publique a réitéré, à cette occasion, son "engagement constant et indéfectible en faveur du développement économique du pays".

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ AU TRAVAIL

Installation d'un conseil national de prévention en 2025

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a annoncé hier à Alger que l'installation du Conseil national de la prévention sanitaire, de la sécurité et de la médecine du travail ainsi que celle du Comité national des maladies professionnelles aura lieu au cours de l'année 2025.

Par Selma R

Lors de son intervention à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, placée sous le thème : «Révolution dans la santé et la sécurité : le rôle de l'intelligence artificielle et de la numérisation dans le travail», Bentaleb a précisé que l'installation de ces deux instances s'inscrit dans le cadre du renforcement du cadre institutionnel national chargé de la gestion de ce domaine. Le ministre a souligné, à ce titre, l'importance de développer les politiques nationales de santé et de sécurité au travail, de moderniser les structures administratives et les chaînes de production, ainsi que de renforcer les capacités de collecte et d'analyse des données relatives aux conditions de travail et aux accidents professionnels, « afin d'améliorer l'anticipation des risques et de mieux protéger les travailleurs ». Il a considéré que cette célébration représente une opportunité pour intensifier les efforts nationaux visant à améliorer l'environnement de travail et à garantir la santé et la sécurité des travailleurs, face aux mutations rapides induites par les évolutions technologiques, la numérisation et l'intelligence artificielle.
Fayçal Bentaleb a également présenté les fondements du système national de prévention des risques professionnels, reposant sur la synergie entre les inspections du travail et les organismes de prévention des risques professionnels.
À titre d'illustration, il a indiqué que les inspections du travail ont établi « 10.378 procès-verbaux de constatation d'infractions » et adressé « 98.764 avertissements » lors des visites de terrain et enquêtes menées l'année précédente. Dans le même contexte, il a précisé que l'établissement de médecine du travail (PRESTIMAD) a réalisé des examens médicaux au profit de « 56.526 travailleurs dans 799 établissements », tandis que la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a effectué « 6 709 visites de terrain ayant concerné 4 414 établissements, avec la réalisation de 4 345 enquêtes dans le domaine de la prévention, et sensibilisation de 12.361 travailleurs sur la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles».
Bentaleb a insisté sur la nécessité d'unir les efforts de l'ensemble des acteurs du monde du travail afin de « renforcer la culture de prévention et garantir un environnement de travail sûr et sain, contribuant au développement économique et social durable ». De son côté, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a affirmé que les activités de la médecine du travail ont connu « un nouvel élan » cette année, avec un accent particulier mis sur l'aspect préventif grâce à l'exploitation de tous les moyens disponibles, ce qui a permis d'atteindre des résultats positifs. Il a insisté sur l'importance d'intégrer la numérisation et l'intelligence artificielle dans la prévention sanitaire, tout en soulignant que l'élément humain et l'intelligence collective demeurent les principaux acteurs dans ce domaine.
À noter que cette rencontre a vu la participation de représentants de plusieurs instances nationales et internationales concernées par le monde du travail, ainsi que des partenaires sociaux et des employeurs.

CRÉATION DE LIEUX DE TRAVAIL PLUS SÛRS ET PLUS SAINS

L'OIT appelle à l'utilisation de la technologie

Par R E.

L'Organisation internationale du travail (OIT) a appelé à utiliser la technologie pour créer des lieux de travail plus sûrs et plus sains, avertissant que l'innovation pouvait aussi comporter des risques importants. "L'utilisation de la technologie à bon escient peut nous aider à faire de grands progrès. Et l'intelligence artificielle (IA), et les technologies numériques peuvent aider à transformer le lieu de travail en un espace plus sûr et plus sain", indique le Directeur général de l'OIT Gilbert F. Houngbo, dans son message marquant la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, célébrée le 28 avril de chaque année. Dans son message, M. Houngbo insiste sur la transition numérique qui "doit être centrée sur l'humain", et doit également "rendre les lieux de travail plus sûrs et plus sains, mais aussi plus durables et inclusifs". Le responsable rappelle en outre que la robotique, l'automatisation et l'IA peuvent intervenir dans des environnements dangereux et accomplir les tâches les plus risquées, comme opérer à des températures extrêmes, manipuler des substances toxiques, ou intervenir en zones sinistrées. Elles peuvent aussi réduire la pénibilité physique, en soutenant les soignants dans les hôpitaux, en aidant au port de charges lourdes sur les chantiers, et en réduisant le travail répétitif dans les usines. Aussi, les capteurs intelligents et la surveillance numérique peuvent détecter les risques avant les accidents, en contrôlant la qualité de l'air, la fatigue, ou en alertant sur des comportements ou mouvements dangereux. Toutefois, "l'innovation peut aussi comporter des risques importants", alerte le chef de l'OIT, avertissant que "la montée de la surveillance des travailleurs et de la gestion par algorithmes peut menacer les droits, la dignité et le bien-être des travailleurs". Pour M. Houngbo, les nouvelles technologies peuvent aussi introduire de nouveaux risques "qui ne sont pas encore bien compris", appelant gouvernements, employeurs, travailleurs et innovateurs "à construire un avenir du travail non seulement plus intelligent, mais aussi plus sûr et plus sain".

ENERGIES RENOUVELABLES

Le nouveau directeur exécutif du RCREEE, l'Algérien Zoheir Hamedi installé

Par R E.

L'Algérien Zouheir Hamedi a été installé en tant que nouveau directeur exécutif du Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (RCREEE), suite à son élection février dernier par la majorité des membres du Conseil des secrétaires du Centre. La cérémonie d'installation de M. Hamedi a eu lieu dimanche, au siège du RCREEE au Caire, sous la supervision du président du comité exécutif, M. Mohamed Aissa, qui l'a félicité à cette occasion, lui souhaitant plein succès dans ses missions à la tête du Centre.
Pour sa part, M. Hamedi s'est dit "fier de la confiance placée en sa personne pour diriger le Centre", affirmant son "engagement à ne ménager aucun effort pour poursuivre le processus de développement, dans un cadre collectif et institutionnel, au service de la stratégie du Centre et des aspirations de ses Etats membres". M. Hamedi avait été élu directeur exécutif du RCREEE qui compte parmi ses membres 17 pays arabes, après avoir obtenu la majorité absolue des voix des membres du Conseil des secrétaires du Centre, lors d'une séance de vote qui s'est déroulée au terme des travaux de la 24e réunion du Centre tenue les 18 et 19 février au Koweït, en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, M. Noureddine Yassaâ. Il a commencé sa carrière professionnelle au Groupe Sonatrach avant de se consacrer au travail académique, ce qui a lui permis d'obtenir un doctorat en relations internationales et des études du Moyen Orient de l'Université de Durham (Royaume Uni) dont la thèse est intitulé: "Etude prospective sur la diversification des sources d'énergie dans le secteur de la production d'électricité dans les pays du Conseil de la coopération du Golfe (CCG) à l'horizon 2050". M. Hamedi est également titulaire d'un Magister en relations internationales et d'une licence en sciences politiques et de l'économie de l'université américaine au Caire. Il a travaillé à l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, où il a géré le département Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Basée au Caire, le RECREEE est une organisation indépendante composée de 17 pays arabes, œuvrant à la coordination des efforts régionaux pour promouvoir l'utilisation des sources d'énergie renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique, conformément à son plan stratégique approuvé par le Conseil des secrétaires.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Cap sur l'exportation vers l'Afrique

L'Algérie, forte de ses progrès dans le secteur pharmaceutique, affiche de grandes ambitions : devenir l'un des principaux fournisseurs de médicaments en Afrique. Si le pays est déjà en voie d'atteindre l'autosuffisance, il prépare également son rôle de leader régional dans l'exportation de médicaments, a indiqué Wassim Kouidri, ministre de l'Industrie pharmaceutique.

Par Mourad A.

Aujourd'hui, l'Algérie couvre 79 % de ses besoins en médicaments, un exploit rendu possible grâce à l'engagement des compétences locales et de la diaspora. « Ce succès est le fruit d'une vision portée par le président Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de la santé publique et de la souveraineté sanitaire une priorité nationale », a souligné Kouidri lors de l'émission « Forum El Oula » sur la Chaîne I de la radio nationale. Avec 218 usines pharmaceutiques représentant 30 % des capacités industrielles du continent africain, l'Algérie se positionne comme un acteur majeur. Parmi les 600 unités de production présentes sur le continent, le pays en héberge près d'un tiers, preuve de son dynamisme industriel. « Nous sommes aujourd'hui dans une position unique pour répondre aux besoins croissants en médicaments sur le continent africain », a affirmé le ministre. Plusieurs pays africains et asiatiques ont déjà exprimé leur intérêt pour les médicaments produits en Algérie, attirés par leur qualité conforme aux normes internationales. L'évaluation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), prévue pour septembre, devrait, selon le ministre, « confirmer la conformité de notre production pharmaceutique aux normes mondiales, ouvrant ainsi la voie à une accélération des exportations ». Cependant, malgré ces progrès dans la production de médicaments, l'Algérie reste encore dépendante des importations pour les dispositifs médicaux. En effet, 98 % des besoins en équipements médicaux sont importés, ce qui représente un volume de 129 000 unités par an pour une facture annuelle de 630 millions de dollars. « Notre objectif est clair : encourager les investisseurs à se lancer dans la fabrication locale de dispositifs médicaux pour réduire notre dépendance et renforcer notre autonomie sanitaire », a souligné Kouidri.
Pour soutenir sa position sur le marché, l'Algérie mise également sur la recherche et le développement. « La quasi-totalité de nos entreprises pharmaceutiques ont noué des partenariats avec les universités pour stimuler l'innovation », a précisé le ministre. Dans cette dynamique, un projet ambitieux est en préparation à Tamanrasset : la construction d'une usine dédiée à la production de médicaments pour les maladies spécifiques au Sahara, afin d'élargir l'accès aux soins dans toutes les régions du pays. L'Algérie multiplie également les initiatives de coopération internationale. Un partenariat récent a vu le jour entre le groupe Saidal et la société suédoise Karolinska, avec pour objectif la création d'un complexe comprenant des laboratoires et un hôpital spécialisé en thérapie cellulaire. Ce projet, dont la première pierre sera posée prochainement, vise à traiter jusqu'à 90 maladies graves grâce à des approches innovantes. Parallèlement, une convention d'exportation a été signée avec la Mauritanie, marquant ainsi le début d'une collaboration visant à installer une usine pharmaceutique algérienne dans ce pays, renforçant ainsi l'influence économique et sanitaire de l'Algérie sur le continent.
Le ministre Kouidri a également mis en avant les progrès réalisés dans la production d'insuline. Actuellement, quatre unités industrielles en Algérie assurent la fabrication locale de ce traitement vital. « Bientôt, nous ne couvrirons pas seulement la totalité de nos besoins en insuline, nous entamerons aussi son exportation », a annoncé le ministre. En ce qui concerne le traitement du cancer, Kouidri a salué les avancées majeures réalisées, notamment dans la mise à disposition de médicaments coûteux. Il a également insisté sur la stratégie actuelle de production locale de matières premières pharmaceutiques, visant à réduire la facture d'importation et à garantir la souveraineté nationale dans ce secteur. À une époque où les défis économiques et sanitaires s'entremêlent, l'Algérie entend renforcer son rôle moteur en Afrique. « Notre ambition n'est pas seulement de répondre aux besoins de nos concitoyens, mais aussi de contribuer activement à la sécurité sanitaire du continent », a conclu le ministre.

DE NOUVELLES LIGNES DIRECTES VERS L'AFRIQUE ET L'ASIE SERONT LANCÉES PROCHAINEMENT

Air Algérie poursuit son déploiement

Par R E.

Air Algérie lancera, l'hiver prochain, de nouvelles lignes directes vers plusieurs destinations en Afrique et en Asie, a indiqué une responsable de la compagnie aérienne nationale. "La réception de nouveaux avions permettra à la compagnie aérienne de lancer de nouvelles lignes durant l'hiver 2025-2026, notamment vers le long courrier, en l'occurrence Alger-Guangzhou (Chine) et Alger-Kuala Lampur (Malaisie)", a déclaré à l'APS Hosnia Kaoua, directrice de la Division Marketing au sein de la compagnie.
Des destinations africaines seront aussi au rendez-vous, selon Mme Kaoua, qui a notamment évoqué Alger-N'Djamena (Tchad), Alger-Zanzibar (Tanzanie), Alger-Libreville (Gabon) ainsi que la reprise du vol Alger-Addis Abeba (Ethiopie). Il s'agit également d'augmenter le nombre de vols hebdomadaires à la ligne Alger-Abuja (Nigeria) fraîchement lancée, en vue de renforcer la présence de la compagnie en Afrique de l'Ouest. L'objectif est de "connecter au maximum l'Afrique au réseau Europe, Amérique, Asie et Moyen-Orient d'Air Algérie avec des vols directs", et faire de l'aéroport d'Alger un "véritable hub" du trafic aérien international, a-t-elle soutenu. Air Algérie compte réceptionner 16 appareils, devant être livrés progressivement au cours des prochains mois, afin de renforcer sa flotte et répondre à la demande exprimée. D'autre part, et afin de minimiser les retards, la compagnie nationale est en train de revoir sa gestion des bagages à main, en adoptant une "nouvelle politique en la matière", tout en digitalisant tous le processus, selon la responsable, qui a souligné que l'amélioration de la qualité des services, dont la gestion des bagages, permettra "une grande réduction des retards". Evoquant le transport des pèlerins vers les lieux saints de l'Islam au titre du Hadj 2025, elle s'est réjouie du fait que la numérisation a eu un impact positif sur l'opération. "L'opération de commercialisation des vols s'est très bien passée via le portail web lancé par l'office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO)", a-t-elle avancé. Dans cette dynamique de transformation numérique, Air Algérie prévoit également le lancement d'un nouveau site web plus moderne et plus interactif, a révélé la responsable.

LE SALON AFRICAIN DES AFFAIRES

Une opportunité pour stimuler les échanges commerciaux

La 3e édition du Salon africain des affaires, clôturé lundi à Oran, a constitué une opportunité pour stimuler les échanges commerciaux entre les pays africains et multiplier les opportunités d'investissement, affirment des opérateurs participants, nationaux et étrangers. Ainsi, Hamedi Mansour Abdelkader, assistant du PDG du Holding Getex, spécialisé dans l'habillement et le cuir, a expliqué que "plusieurs participants ont manifesté leur intérêt pour nos produits, notamment l'habillement des corps constitués". De son côté, El Hilal, producteur de cahiers et livres, a confirmé l'intérêt de plusieurs opérateurs africains. Son directeur d'exportation, Chergui Djameï, a ajouté qu'ils ont " récemment acquis une machine pour répondre à des commandes importantes, adaptées aux normes et aux exigences de chaque pays".
Les opérateurs africains ont aussi exprimé leur satisfaction quant à la qualité des produits algériens, à l'instar, de Goni Boulama Abdoulkader, responsable d'une société pharmaceutique au Niger qui a fait état de sa rencontre avec "les représentants de Saïdal, une référence connue dans toute l'Afrique, pour établir un partenariat d'affaires". Les témoignages d'autres participants, comme Zeyneb Smida, présidente du Comité internationale des femmes entrepreneures à Tataouine (Tunisie), ont souligné l'attrait des entreprises algériennes dans des secteurs variés, notamment l'agroalimentaire et le textile. Mohamed Hamani, opérateur mauritanien dans le BTPH, a déclaré : "Importer des matériaux d'Algérie est plus avantageux que d'Asie, pour la même qualité, voire meilleure". Le Salon a favorisé des échanges concrets et renforcé le rôle de l'Algérie dans l'intégration économique africaine, en démontrant la compétitivité de ses entreprises à l'échelle continentale. L'ambassadeur du Tchad en Algérie, Moukhtar Wawa Dahab a souligné, pour sa part, que l'industrie algérienne commence à prendre de l'essor de manière exponentielle. "Nous assistons à un essor de l'industrie algérienne, dans plusieurs domaines qui peuvent intéresser beaucoup de pays africains", a-t-il souligné.

CÉRÉALES

L'Algérie à l'aube de l'autosuffisance

Par M A.

L'Algérie franchit une étape décisive vers la souveraineté alimentaire. Grâce à une stratégie agricole ambitieuse et structurée, le pays est désormais en mesure de produire l'équivalent de sa consommation nationale en céréales. Un tournant majeur pour la sécurité alimentaire, qui s'inscrit dans la vision impulsée par le président Abdelmadjid Tebboune. Intervenant sur la « Chaîne II » de la radio nationale, Abdelghani Benali, secrétaire général du Conseil national interprofessionnel de la filière des céréales (CNIFC), a indiqué que les efforts menés ces dernières années portent enfin leurs fruits. « Nous ne visons plus seulement un taux d'autosuffisance de 85 %, mais nous espérons atteindre les 100 % dès cette campagne, et ce, en toute aisance », a-t-il ajouté. La mutation est particulièrement spectaculaire dans les régions du Sud, autrefois marginales dans la production céréalière. À la fin des années 1990, à peine 2 000 hectares y étaient consacrés. Aujourd'hui, plus de 150 000 hectares sont emblavés, et l'objectif affiché est d'en atteindre 1 million à moyen terme.« Ce qu'on observe dans le Sud est historique. C'est le résultat d'une volonté politique claire, combinée à une mobilisation exemplaire des agriculteurs et des investisseurs », a souligné Benali. Le développement dans ces zones, autrefois jugées peu favorables, repose notamment sur l'extension des terres irriguées, l'usage de technologies agricoles modernes et un encadrement soutenu de la part des autorités.
À l'échelle du pays, ce sont près de 2 millions d'hectares qui sont actuellement cultivés en céréales. Cette progression a été rendue possible grâce à une série de mesures incitatives : facilitation de l'accès aux intrants, soutien à la mécanisation, investissements publics et privés, et adoption de technologies conformes aux standards internationaux. Le secrétaire général du CNIFC a insisté sur la modernisation du secteur : « La numérisation de la filière, la traçabilité des récoltes, et l'analyse en temps réel des données agricoles nous permettent aujourd'hui de piloter efficacement la campagne céréalière. Nous construisons une agriculture intelligente, durable et tournée vers l'avenir ». Outre les céréales destinées à la consommation, l'Algérie ambitionne désormais de produire ses propres semences. Les excellents rendements enregistrés, notamment dans les régions sahariennes, ouvrent la voie à une production de semences locales, réduisant encore la dépendance extérieure. « L'Algérie ne se contente plus de couvrir ses besoins. Elle veut maîtriser toute la chaîne, du champ jusqu'à la semence. C'est une approche de souveraineté assumée et pragmatique », a affirmé Benali. Les moissons ont déjà débuté dans le sud-est du pays et s'étendront prochainement vers le sud-ouest. La clôture de la campagne est prévue pour mi-juillet 2025, selon les prévisions du ministère de l'Agriculture. Les données collectées seront centralisées via une plateforme numérique afin d'optimiser les futures campagnes. Pour Benali, l'enjeu dépasse la simple production : « Il s'agit de pérenniser cette dynamique. L'Algérie est aujourd'hui en mesure de nourrir sa population avec ses propres ressources, et cela marque une rupture avec les décennies de dépendance alimentaire ». À l'horizon 2025, l'Algérie pourrait ne plus dépendre des importations de céréales. Une perspective qui témoigne d'un renouveau agricole profond et d'une politique volontariste en faveur de la souveraineté alimentaire.

PÉTROLE

Le baril de Brent à près de 67 dollars

Les prix du pétrole restent stables lundi, les investisseurs adoptant une approche prudente face à l'apaisement des tensions commerciales entre Washington et Pékin. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, perdait 0,18% vers 9h00 GMT à 66,75 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, cédait 0,14% à 62,93 dollars. Les fluctuations des droits de douane de Donald Trump incitent le marché pétrolier à ne "pas se montrer trop expressif, qu'il s'agisse de tendances haussières ou baissières", notent des analystes. La semaine passée, les cours étaient montés légèrement avec des propos du président américain allant dans le sens d'une détente de la guerre commerciale avec la Chine. Les tensions commerciales entre les deux premières économies mondiales, également les deux plus grandes consommatrices d'or noir, influencent fortement les prix du pétrole et une amélioration des relations pourrait accroître la demande et faire remonter les prix. Par ailleurs, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) doivent décider le 5 mai prochain d'ajouter ou non de nouveaux barils sur le marché à partir de juin.

GLISSEMENT DE TERRAIN À ORAN

Relogement de toutes les familles en danger

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a affirmé, dimanche à Oran, que toutes les familles vivant dans des habitations menacées d'effondrement sur le site du glissement de terrain survenu dans le quartier Sanaouber seront relogées dès ce soir.
Dans une déclaration à la presse à l'issue d'une réunion de la délégation ministérielle avec les autorités locales au siège de la wilaya, tenue en présence de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, et du ministre de l'Habitat, de l'Urbanime et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, M. Merad a souligné que "toutes les familles qui doivent quitter leurs habitations en danger seront relogées ce soir dans de nouveaux logements".
"Toutes les dispositions ont été prises avec le ministère de l'Habitat et les autorités locales pour les prendre en charge", a-t-il affirmé. Le ministre a réaffirmé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une attention particulière aux citoyens, où qu'ils soient, appelant à faire preuve de solidarité avec les familles affectées et à éliminer les dangers qui les entourent, afin d'éviter que de tels incidents se reproduisent.
Il a également souligné que l'Etat reste aux côtés du citoyen, tant sur le plan de la solidarité que de l'intervention, insistant sur la nécessité de prévenir ce genre de risques dans toutes les villes, qu'il s'agisse d'habitations précaires, d'inondations ou d'autres menaces.
M. Merad a aussi annoncé que les victimes de l'accident et leurs proches bénéficieront d'un accompagnement psychologique assuré par des spécialistes. Il a rappelé que la délégation ministérielle s'est rendue à Oran sur ordre du Président de la République pour s'assurer de l'état des blessés et trouver des solutions aux sinistrés. La délégation s'est rendue sur le lieu de l'accident, survenu dans la nuit de samedi à dimanche à "Terrain Chabat" au quartier Sanaouber, ainsi qu'au service des urgences du CHU "Dr Benzerdjeb" pour constater les conditions de prise en charge médicale. Pour rappel, cette délégation comprend le ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, la ministre de la Solidarité nationale, Soraya Mouloudji, le ministre de l'Habitat, Mohamed Tarek Belaribi, accompagnés du Directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, et du Directeur général de la Protection civile, Boualem Boughelaf.

TOURISME

Le 4e Salon international «Annaba Siaha» du 8 au 10 mai

La ville d'Annaba accueillera la quatrième édition du Salon international "Annaba Siaha" du 8 au 10 mai prochain sous le thème "La numérisation, secret de notre jeunesse pour la relance du tourisme", a-t-on appris dimanche auprès du Directeur local du tourisme et de l'artisanat, Benamar Belabbès. Dans une conférence de presse consacrée au programme de ce Salon visant la promotion du tourisme et la mise en contact des opérateurs du secteur, le même responsable a précisé que cette nouvelle édition est organisée avec une nouvelle approche axée sur l'exploitation des nouvelles technologies pour développer l'attractivité touristique. M. Belabbès a également ajouté que les nouvelles technologies de communication représentent des acquis que les jeunes doivent exploiter pour promouvoir les atouts et potentialités touristiques du pays. Il a rappelé à ce propos les efforts déployés par les acteurs du secteur touristique dont les agences de voyage et les propriétaires d'établissements hôteliers pour promouvoir des circuits touristiques et pour encourager le tourisme notamment local. Le Salon qui se tiendra à l'hôtel Sheraton Annaba verra une large participation des agences de voyage nationales et étrangères, des opérateurs économiques et des investisseurs dans le secteur du tourisme, a-t-on indiqué. Outre la tenue d'une exposition sur les potentialités du tourisme balnéaire, saharien, écologique et culturel du pays, le Salon sera également marqué par l'organisation d'ateliers sur la promotion de la destination Annaba et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de communication pour promouvoir les produits touristiques du pays.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or recule de plus de 1 %

Le prix de l'or a reculé lundi matin de plus de 1?%, en raison de signes d'apaisement des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine qui ont stimulé l'appétit pour le risque des investisseurs et réduit la demande pour les actifs refuges tels que le métal jaune. En outre, la hausse du dollar américain, a rendu le métal plus onéreux pour les acheteurs étrangers, ce qui a également contribué à sa baisse. Le prix de l'or au comptant perdait 1,4?% à 3?272,89 dollars l'once, après avoir atteint un record historique de 3.500,05 dollars le 22 avril dernier. Les contrats à terme sur l'or américain cédaient 0,4?% à 3?283,70 dollars. Selon les analystes, les déclarations de la Maison Blanche la semaine dernière ont nourri l'optimisme quant à la possibilité d'un accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine, ce qui a entraîné une baisse de la demande de valeurs refuges comme l'or.? L'administration Trump a affiché la semaine dernière une volonté d'apaisement dans la guerre commerciale opposant les deux plus grandes économies mondiales, une querelle qui avait fait redouter un risque de récession. L'or, traditionnellement perçu comme une couverture contre les incertitudes économiques et politiques, bénéficie généralement d'un environnement de taux d'intérêt bas. S'agissant des autres métaux précieux, l'argent au comptant a reculé de 1,2?% à 32,70 dollars l'once, le platine a cédé 0,6?% à 965,70 dollars, tandis que le palladium a perdu 1?% à 939,00 dollars.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	410,00	NC	0,00	-2,03	-3,14	7,91	7,32	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 401,00	1401,00	0,00	0,06	0,06	0,00	-	1200	1 681 200,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,85	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	1,47	1,32	12,10	5,43	33494	77 036 200,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,64	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-6,29	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 28 افريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 28 Avril 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[3] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	84	94	74	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	95	106	83	الطماطم	
	Oignon sec	57	64	50	البصل الجاف	
	Ail sec	615	703	527	الثوم الجاف	
	Carotte	72	81	63	الجزر	
	Navet	102	114	90	لفت	
	Petit pois	164	184	143	الجلبانة	
	Fève verte	91	103	78	الفول الاخضر	
	Courgette	95	107	83	الكوسة	
	Haricot vert	275	301	250	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	89	100	79	الخس	
Fruits frais	Orange	116	145	86	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	126	151	100	الليمون	
	Pomme locale	514	627	402	التفاح المحلي	
	Datte	542	676	407	التمر	
	Banane	451	460	438	الموز	
	Fraise	307	354	259	الفراولة	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1764	1913	1614	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	365	377	352	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	16	13	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

LE MAILLAGE RAIL/ROUTE

Un levier pour le développement durable

Le développement durable s'impose aujourd'hui comme une priorité nationale en Algérie. Dans ce contexte, la complémentarité entre les réseaux routier et ferroviaire se révèle être un levier stratégique pour soutenir la croissance économique tout en répondant aux exigences environnementales. Pour Ali Chekroune, secrétaire général de l'Association routière algérienne (ARAL), l'intermodalité entre le réseau routier et ferroviaire constitue aujourd'hui le socle même de l'essor économique national.

Par Mourad A.

Avec un réseau routier de plus de 120 000 kilomètres, soutenu par près de 9 600 ouvrages d'art, l'Algérie figure parmi les pays africains les mieux dotés en infrastructures de transport. Trois grandes routes nationales structurent cette armature : la RN1 reliant Alger aux confins sahariens, la RN3 parcourant le pays du nord-est au sud-est, et la RN6 partant d'Oran vers les frontières sud-ouest. Ce maillage est complété par l'autoroute Est-Ouest, les pénétrantes autoroutières et les chemins communaux, offrant une couverture territoriale exceptionnelle.« Ce réseau dense est renforcé par nos capacités locales de maintenance et de construction, portées par un parc d'entreprises publiques et privées et une expertise développée depuis plus de 30 ans », a précisé Ali Chekroune sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale.
Aujourd'hui, l'Algérie n'hésite plus à innover pour construire durable : conception adaptée aux contextes géographiques, choix de matériaux locaux, prise en compte de la durabilité et respect de l'environnement sont devenus des priorités.
Dans cette optique, l'éco-conception s'impose. « Désormais, chaque tracé est pensé pour minimiser l'impact sur l'environnement, optimiser l'utilisation des ressources vierges et favoriser les matériaux géosourcés », a-t-il expliqué. À Tamanrasset, par exemple, les projets routiers exploitent les arènes granitiques locales, réduisant à la fois les coûts et l'empreinte écologique.Au cœur de cette transformation, l'économie circulaire se développe. Recyclage de matériaux issus de déconstructions, réemploi d'asphalte recyclé, limitation de l'extraction de nouveaux matériaux… tout concourt à bâtir des routes plus respectueuses de l'environnement et à dynamiser l'économie locale.
Mais pour conquérir le Grand Sud, l'enjeu est double : bâtir des infrastructures résistantes aux conditions climatiques extrêmes et accompagner cette expansion par des technologies avancées. Les TICsont désormais intégrées aux études et à la construction. « Nous utilisons des outils numériques pour optimiser la conception, réduire la consommation de matériaux et bâtir des infrastructures durables et économes », a détaillé Chekroune.
S'inspirant d'exemples internationaux comme les États-Unis, l'Algérie s'attèle également à développer des revêtements adaptés aux écarts thermiques extrêmes, pour garantir la longévité des routes du désert.La complémentarité rail/route, au cœur de cette stratégie, prend tout son sens dans les grands projets agricoles et industriels. Avec l'ambitieux projet de développer un million d'hectares agricoles dans le sud, en partenariat avec des investisseurs qataris et italiens, la question des infrastructures devient centrale. « Sans le maillage route-rail, impossible d'exploiter pleinement nos gisements agricoles et miniers », a soulignéle SG de l'Aral.À cet égard, les lignes minières de l'Est et de l'Ouest, la boucle ferroviaire des Hauts Plateaux et l'extension du rail vers le Sud dessinent une nouvelle cartographie du transport national. « La route est souple, elle dessert les agglomérations et les bassins de production ; le rail, quant à lui, est idéal pour transporter de lourdes charges sur de longues distances, avec un impact écologique réduit », a-t-il expliqué. La perspective de développer des parcs logistiques et des zones industrielles intégrées au réseau rail/route permettra de renforcer l'intermodalité. À terme, c'est l'ensemble du transport de marchandises qui bénéficiera de cette synergie, avec à la clé une réduction substantielle des émissions de carbone.
S'inscrivant dans les engagements internationaux de l'Algérie, tels que l'Accord de Paris, le cadre de coopération ONU 2023-2027 ou encore le cadre de Sendaï pour la réduction des risques de catastrophe, cette stratégie d'infrastructure durable renforce également l'objectif national de transition énergétique, avec des projets de traction ferroviaire solaire en gestation.En définitive, au-delà de son rôle de facilitateur économique, le maillage rail/route devient un vecteur de cohésion territoriale, d'intégration régionale et de durabilité environnementale. Comme l'a conclu Ali Chekroune : « Le développement des infrastructures de transport n'est plus une simple quête d'accessibilité. C'est un acte souverain, économique et écologique pour l'Algérie de demain».

BECHAR

Mise en service de quatre trains de voyageurs sur la ligne Bechar-Abadla-Bechar

Par R E.

La Société nationale de transports ferroviaire (SNTF) a procédé à la mise en service de quatre (4) trains de transports de voyageurs et de marchandises sur la nouvelle ligne ferroviaire Bechar/Abadla/Bechar, et ce, dès son inauguration officielle par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a-t-on appris lundi auprès de la SNTF. Quatre trains de voyageurs et de marchandises ont été programmés entre Abadla et Bechar, après l'inauguration officielle jeudi dernier de cette nouvelle ligne ferroviaire de 100 km, qui fait partie de la ligne Bechar-Gara Djebilet sur 950 km, a indiqué à l'APS le directeur régional de la SNTF, Farid Fridi. La SNTF a tracé un programme de deux (2) trains au quotidien sur cette ligne ferroviaire, Bechar-Abadla à 8h30 et 18h30 et Abadla-Bechar à 6h30 et 15h30, a-t-il précisé. Dans cette programmation, la SNTF a tenu compte des horaires des trains de nuit sur la ligne Oran-Béchar-Oran, dans l'objectif de relier les deux lignes et faciliter aux voyageurs de la région d'Abadla et des localités avoisinantes leurs déplacements vers le Nord-ouest du pays, a poursuivi M. Fridi. Pour les besoins de gestion, de prestations commerciales et techniques de cette nouvelle ligne, une douzaine d'agents issus de la région d'Abadla ont été recrutés par la SNTF, dans le cadre de sa contribution à l'essor socioéconomique de la région, a-t-il ajouté. La mise en service de cette nouvelle ligne ferroviaire qui constituera un point de jonction avec les lignes ferroviaires projetées entre Bechar et Adrar et entre Bechar et Béni-Abbès, va promouvoir et développer le transport ferroviaire des voyageurs et des marchandises dans le Sud-ouest du pays et entre cette région et le Nord du pays, a conclu le même responsable régional de la SNTF.

INDICE NATIONAL DES PRIX À LA CONSOMMATION

En hausse de près de 2% en mars 2025

Par Sirine R.

Selon la dernière Note de l'Office national des statistiques (ONS), l'indice national des prix à la consommation a enregistré en mars 2025 une hausse de 1,9 % par rapport à février 2025. Une progression largement portée par l'augmentation des prix alimentaires, particulièrement marquée dans plusieurs grandes villes du pays.
À l'échelle nationale, les prix des biens alimentaires ont crû de 3,2 % sur un mois. Cette évolution est attribuée principalement aux fortes hausses observées sur les produits agricoles frais. La flambée la plus spectaculaire concerne les légumes et la pomme de terre, dont les prix ont grimpé respectivement de 21,3 % et 22,9 % par rapport au mois précédent.
Les prix de la viande rouge ont également progressé (+4,0 %), tout comme ceux des fruits (+2,2 %). À l'inverse, la viande de poulet et les œufs ont vu leurs tarifs baisser de 1,8 % et 9,1 % respectivement.
Les produits alimentaires industriels ont affiché une légère hausse de 0,1 %, confirmant que la dynamique inflationniste est essentiellement portée par les produits agricoles frais.
Dans la capitale, Alger, l'indice brut des prix à la consommation a progressé de 2,4 % en mars 2025, contre seulement 0,3 % en février 2025. Cette hausse est nettement plus élevée que celle constatée à la même période de l'année précédente (+1,6 % en mars 2024).
Outre l'alimentaire, les produits manufacturés non alimentaires ont également contribué à cette tendance avec une hausse de 1,4 %. En revanche, les services ont affiché une stagnation, sans changement notable sur un mois. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à Alger augmente de 1,5 % en mars 2025.
En comparaison avec mars 2024, l'indice général des prix à la consommation a progressé de 5,4 % sur un an. L'inflation alimentaire est encore plus forte sur cette période : les prix des biens alimentaires ont crû de 5,9 %, avec une envolée des produits agricoles frais de +10,9 %. Les prix des produits manufacturés ont progressé de 7,1 %, tandis que ceux des services ont enregistré une légère baisse de 0,2 %. Sur une base glissante (avril 2024 - mars 2025 comparé à avril 2023 - mars 2024), le rythme d'inflation annuel atteint 4,0 %.
Plusieurs facteurs expliquent cette montée des prix : les conditions climatiques impactant les récoltes agricoles, la hausse des coûts de production et de transport, ainsi que les déséquilibres structurels du marché. La dépréciation du dinar face aux principales devises et l'évolution du marché international des matières premières pèsent également sur les prix locaux. Face à cette situation, les autorités devront renforcer les mesures de régulation et d'accompagnement, en particulier pour protéger le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables.

MINISTÈRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Des perturbations du service internet pourraient survenir dans les prochaines heures

Par R E.

Des perturbations du service internet pourraient survenir dans les prochaines heures, suite à une coupure électrique généralisée affectant l'Espagne et d'autres pays européens, indique lundi un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications, assurant que des mesures préventives ont été prises pour faire face à cette situation. "Suite a une coupure électrique généralisée affectant l'Espagne, ainsi que d'autres pays européens, nous informons nos concitoyens que des perturbations du service Internet pourraient survenir dans les prochaines heures", précise la même source, relevant qu'"une partie de nos stations d'atterrissement des systèmes de câbles sous-marins, située principalement dans des villes côtières espagnoles, pourrait être impactées par cette situation exceptionnelle". Toutefois, le ministère assure que "des mesures préventives ont été prises" et que "nos dispositifs de secours, comprenant des systèmes de backup énergétique (via Batterie) et des groupes électrogènes, permettent d'assurer la continuité des services pendant une durée déterminée". "Nous comptons sur votre compréhension quant aux désagréments éventuels, indépendants de notre volonté. Nos équipes techniques restent pleinement mobilisées pour garantir la meilleure qualité de service possible", ajoute la même source. Il est à noter qu'une coupure de courant massive est survenue lundi en fin de matinée touche l'Espagne et le Portugal, paralysant plusieurs secteurs notamment les transports. Selon le gestionnaire du réseau espagnol Red Electrica, le pays est touchée par une panne "massive" d'électricité, ajoutant que "toutes les ressources sont actuellement déployées pour y remédier". Nous "activons des plans de rétablissement de l'approvisionnement électrique en collaboration avec les entreprises du secteur après la panne survenue dans le système de la péninsule", a annoncé la compagnie espagnole, précisant que "les causes sont en cours d'analyse".

BLIDA

Réception "prochaine" de projets sportifs et de jeunesse

De nouveaux projets sportifs et de jeunesse, actuellement en cours de réalisation, seront "prochainement" réceptionnés dans la wilaya de Blida, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.
Le secteur local de la jeunesse et des sports sera bientôt renforcé par la mise en service de nouveaux projets, dont le taux de réalisation varie entre 60 et 80%, selon la même source.
Il s'agit notamment de deux (2) complexes sportifs de proximité en réalisation dans les communes de Bouârfa et Beni Tamou, après avoir bénéficié d'une levée du gel en 2023, et dont le taux d'avancement est actuellement estimé à 60%.
A cela s'ajoute le projet de réhabilitation du stade communale de Zaouia à Beni Tamou, dont la réception est "imminente", son taux d'avancement étant estimé à 80%, selon la même source.
La même source a, aussi, souligné que des instructions ont été données en vue de l'accélération des travaux de réalisation des projets d'une salle de sport spécialisée dans la commune de Ben Khelil et d'une salle omnisports de 500 places à Mouzaia, pour permettre leur livraison dans les délais impartis.
Ces projets s'ajouteront à ceux déjà réceptionnés le mois dernier dans les communes de Blida, Beni Merad, Boufarik, Soumaâ et Chebli, constituant une véritable bouffée d'air pour les jeunes en leur permettant de pratiquer différentes activités sportives, selon la même source.

SAÏDA

Neuf opérations de neurochirurgie pédiatrique réussies

Neuf opérations chirurgicales délicates du cerveau et du système nerveux chez des enfants ont été pratiquées avec succès à l'Etablissement public hospitalier "Ahmed Medeghri" de Saïda, a indiqué dimanche le directeur de l'hôpital, Abdelkader Morsli.
Une équipe médicale et paramédicale spécialisée en neurochirurgie et anesthésie de l'hôpital "Ahmed Medeghri" a effectué ces interventions au profit de patients venus de plusieurs wilayas, dans le cadre des journées chirurgicales organisées par l'établissement, lancées vendredi dernier et qui se poursuivront jusqu'au 3 mai prochain, a indiqué M. Morsli.
Les opérations ont concerné des patients atteints de tumeurs cérébrales, de malformations de la moelle épinière et de Spina Bifida, entre autres.
Le programme de ces interventions se poursuivra pour prendre en charge d'autres patients en provenance de wilayas avoisinantes
Jusqu'à ce dimanche, 81 consultations spécialisées en neurologie et neurochirurgie ont été réalisées afin de diagnostiquer les cas en vue d'éventuelles interventions chirurgicales.
Pour rappel, 47 autres opérations neurochirurgicales pédiatriques réussies ont été réalisées depuis le début d'année courante dans ce même établissement hospitalier public de la wilaya.

BOUMERDÈS

Déstockage de près de 4800 tonnes de pommes de terre

La wilaya de Boumerdès a entamé une opération de déstockage de près de 4800 tonnes de pommes de terre d'arrière-saison, dans le but de réguler les prix de ce tubercule sur les marchés, a-t-on appris, dimanche, de la Direction locale des services agricoles (DSA).

"La DSA, en coordination avec des opérateurs privés, a entamé le déstockage de près de 4800 tonnes de pommes de terre", a indiqué, à l'APS, la cheffe du service de l'organisation de la production et de l'appui technique, Boussoussa Yamina.
L'opération, entamée le 3 mars dernier et ciblant les marchés de Boumerdès et nombre de marchés des wilayas voisines, "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme sectoriel de régulation des produits agricoles de large consommation pour éviter la pénurie, l'instabilité des prix et la spéculation", a-t-elle ajouté.
La responsable a fait part du déstockage, à ce jour, de près de 3000 tonnes de pommes de terre d'arrière-saison qui était stockée dans des chambres froides relevant d'un opérateur public.
"Nous procéderont au stockage de la pomme de terre de saison après l'achèvement des opérations de déstockage actuellement en cours", a-t-elle informé, en outre. Les quantités de pommes de terre déstockées sont quotidiennement injectées au niveau des marchés, où elles sont proposées à la vente à des prix de gros allant de 50 à 70 DA/ kg, en fonction de la demande, mais surtout dans le but d'éviter la pénurie, de maintenir le pouvoir d'achat et de stabiliser des prix.
A noter, également, que la DSA de Boumerdès a mis au point un autre programme visant l'injection sur les marchés de près de 3000 tonnes d'ail sec stocké auprès de cinq (5) opérateurs privés. Cette opération, qui se poursuivra jusqu'à juin prochain, a déjà permis le déstockage de plus de 2200 tonnes d'ail depuis le 1er janvier à ce jour, selon la même source.
Un autre programme prévoit l'injection sur les marchés de prés de 5700 tonnes d'oignons secs stockés auprès de huit (8) opérateurs, dont l'opération de déstockage, entamée le 1er janvier 2025, a permis la commercialisation, à ce jour, de près de 3900 tonnes, selon Mme Boussoussa.

M'SILA

Lancement des travaux de réalisation d'une école normale supérieure à Boussaâda

Les travaux de la réalisation d'une école normale supérieure (ENS) d'une capacité de 2.000 places pédagogiques ont été lancés dimanche dans la wilaya déléguée de Boussaâda sous l'égide du wali de M'sila, Nadjmeddine Tiar et du wali délégué de Boussaâda, Riadh Ben Ahmed. La réalisation prévue en 30 mois de cet établissement d'enseignement supérieur mobilisera une enveloppe financière de 1,65 milliards DA, a précisé à l'occasion dans son exposé technique le directeur local des équipements publics, Djamel Hamoudi. Cette futur école comptera 25 classes de cours, 9 laboratoires, 4 amphithéâtres de 200 à 300 places, une bibliothèque et 66 bureaux d'administration et d'enseignants, a-t-on précisé.
Dans une déclaration à la presse, le wali de M'sila a révélé que l'étude du projet de réalisation d'une résidence pour les étudiants de l'école normale supérieure a été réalisée et ne reste plus que l'inscription du projet afin de réduire la pression sur l'unique résidence dont dispose cette ville et améliorer les conditions de scolarisation des étudiants. Le même responsable a exhorté l'entreprise de réalisation à respecter les délais contractuels pour rattraper le retard accusé dans la réalisation de ce projet avant de lui être confié.

GUELMA

Lancement de 21 projets de raccordement au réseau électrique depuis la station de dessalement d'El Tarf

Pas moins de 21 projets de raccordement au réseau électrique des stations de pompage et châteaux d'eau d'approvisionnement en eau potable de neuf communes de la wilaya de Guelma depuis la station de dessalement de l'eau de mer de Koudiet Eddraouche (wilaya d'El Tarf) ont été récemment lancés, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de distribution Sonelgaz. Dans une déclaration à l'APS, Mme Ryma Madoui, cheffe de la cellule de communication de cette direction, a précisé que ces projets lancés en 2025 portent sur le raccordement de 8 stations de pompage et 13 châteaux d'eau au réseau électrique de ce projet d'approvisionnement en eau potable des habitants de neuf communes par 40.000 m3/jour à partir de la station de dessalement de l'eau de mer de Koudiet Eddraouche.
Il s'agit du raccordement de trois stations de pompage dans la commune de Nechmaya, trois autres à Ain Benbeida et deux à Oued Fragha, selon la même source qui a ajouté que les châteaux d'eau ciblés se répartissent sur les neuf communes totalisant plus de 120.000 habitants. Les communes ciblées sont Ain Benbeida, Oued Fragha, Guellat Bousbaa, Nechmaya (avec 2 châteaux d'eau chacun), Bouchegouf, Medjez Sfa, El Fedjoudj, Bouati Mahmoud et Héliopolis. Les travaux de ces projets portant sur la pose de120 km de lignes sont menés à bonne cadence avec des taux d'avancement disparate, a ajouté la cheffe de la cellule de communication de la même direction.

BÉCHAR

Réunion pour l'actualisation de la fiche technique du projet du nouveau centre de stockage de carburant

Le Président-directeur général (Pdg) de Naftal, M. Djamel Cherdoud, a tenu, dimanche à Alger, une séance de travail avec le Pdg de l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers (ENGTP), M. Benyoucef Mammeri, consacrée à l'actualisation et à la révision de la fiche technique du projet de réalisation d'un nouveau centre de stockage et de distribution de carburant dans la wilaya de Béchar, indique un communiqué de Naftal. Cette réunion intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors de sa visite dans cette wilaya et visant à porter la durée de l'autonomie énergétique de la région à quarante (40) jours, a précisé la même source. La même source a relevé l'importance du centre de stockage et de distribution de carburant à Béchar, pour répondre aux besoins croissants de la population et des secteurs économiques de manière efficace et durable.
La rencontre a permis de débattre du projet de création d'un centre de stockage et de distribution de carburant dans la wilaya de Tindouf, d'une capacité d'autonomie énergétique équivalente (40 jours) et suivant les mêmes normes techniques adoptées dans le projet de Béchar. Dans ce cadre, Naftal a assuré que ces nouveaux centres seront aménagés selon les normes techniques et d'ingénierie les plus récentes, garantissant un stockage sécurisé du carburant et une distribution rapide et efficace, selon la même source.
Ces centres viendront renforcer les opérations logistiques à travers toutes les régions du sud-ouest du pays, contribuant ainsi à renforcer la sécurité énergétique et à booster le développement socioéconomique dans la région, conclut le communiqué.

BOURSE, CHINE, EUROPE...

Les cinq premières leçons à tirer de la bataille des droits de douane

Comment va se terminer la crise mondiale déclenchée par Donald Trump le 2 avril et son annonce des droits «réciproques» qui doivent s'appliquer aux marchandises entrant aux États-Unis? Il est encore trop tôt pour le dire, mais quelques enseignements peuvent déjà être tirés de ces événements.

2e partie et fin

Par Gérard Horny

Ses premières volte-face montrent qu'il lui sera difficile de mener cette politique absurde aussi loin qu'il le souhaiterait, mais la situation restera confuse au moins pendant la période de trois mois de suspension des droits réciproques. En clair, les marchés financiers vont rester sous tension au moins jusqu'à l'été.

D'ores et déjà, le gouvernement français a ramené sa prévision de croissance pour cette année 2025 de 0,9% à 0,7%, «compte tenu des incertitudes». C'est ce qu'a annoncé Éric Lombard, ministre de l'Économie et des Finances, sur TF1 le 9 avril.

Pour la France, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) vient d'abaisser la sienne à 0,5%. Et pour les États-Unis, ce même OFCE s'attend à une division par deux du taux de croissance du produit intérieur brut, de 2,8% en 2024 à 1,4% en 2025. Un net recul de la croissance américaine cette année se retrouve d'ailleurs dans pratiquement toutes les prévisions, à un degré plus ou moins élevé. Le recul des cours du pétrole est le signe d'une montée de l'inquiétude pour la croissance mondiale. Les consommateurs ne doivent pas se réjouir de la baisse du prix des carburants. C'est en fait une mauvaise nouvelle et, comme la baisse de la Bourse, l'indicateur de problèmes à venir.

3. Le sage Xi Jinping face à Donald Trump le fou

L'autoproclamé génial négociateur Donald Trump a réussi le tour de force de mécontenter à peu près tous les pays du monde, y compris ceux qui pouvaient être considérés comme des alliés de longue date des États-Unis, même si la plupart d'entre eux ont évité d'afficher publiquement leur opposition aux mesures annoncées. L'opposition la plus vive est venue sans surprise de la Chine, qui n'a aucune raison de ménager son vieil adversaire. Certes, pour son économie qui manque actuellement de ressorts internes, le sujet est sensible. Bien que ses exportations vers l'Asie du Sud-Est aient augmenté très vite depuis plusieurs années, les États-Unis constituent de loin son premier client et absorbent à eux seuls 15% des ventes chinoises à l'étranger.

Mais, dans la guerre commerciale que Donald Trump vient de déclencher, la Chine dispose de nombreux atouts. Le gouvernement central, fermement dirigé par Xi Jinping, gère le pays avec une vision à long terme, il contrôle étroitement l'économie et saura organiser en cas de besoin le soutien aux entreprises qui pourraient souffrir d'une forte baisse des exportations vers les États-Unis.

En face de lui, il a un président américain décidé à bloquer sa montée vers la première place dans l'économie mondiale, mais qui ne peut se permettre ni de mécontenter les consommateurs par des hausses de prix brutales ni de casser le modèle économique des grandes sociétés de haute technologie comme Apple ou Dell. Or, ce modèle repose sur la fabrication en Chine ou d'autres pays d'Asie à bas coût de la main-d'œuvre de produits conçus aux États-Unis. Dans la partie de poker menteur qu'il a engagée avec la Chine, Donald Trump n'a pas les meilleures cartes. C'est lui qui devra céder, quitte à transformer sa défaite en victoire dans des communiqués triomphants qui ne tromperont que ses supporters les plus inconditionnels.

On a eu un premier aperçu des reculs à venir avec l'abandon de la taxation à 145% des smartphones et des ordinateurs. Ce premier recul est d'importance: les smartphones sont les produits qui pèsent le plus lourd dans les importations américaines en provenance de Chine (41,7 milliards de dollars en 2024) et les ordinateurs portables pèsent aussi très lourd dans la balance (33,1 milliards), sur un total de 438,9 milliards de dollars d'importations en 2024. D'autres reculs suivront. Tout le monde sortira perdant de la crise actuelle et les États-Unis plus encore que la Chine. Le président Xi Jinping a entamé une tournée en Asie qui va le mener du Vietnam au Cambodge en passant par la Malaisie. Il a déjà relancé les discussions avec le Japon et la Corée du Sud en vue de la signature d'un grand accord commercial.

Par un incroyable renversement de situation, la Chine, qui a allègrement pillé les technologies de ses partenaires et qui a méthodiquement contourné toutes les règles du commerce international en permettant à ses entreprises par son soutien financier de s'imposer sur tous les continents en pratiquant des prix de dumping, peut aujourd'hui se donner l'image de championne du libre-échange et de protectrice du droit. Le partenaire avec lequel on peut envisager de bâtir une relation stable et équilibrée, c'est la Chine du sage Xi Jinping et non pas les États-Unis du fou Donald Trump.

4. L'Europe a une carte à jouer

Donald Trump accuse toujours l'Union européenne de vouloir arnaquer les États-Unis, mais la félicite pour son intelligence. De fait, elle a renoncé à déclencher les mesures de représailles envisagées, bien qu'il lui soit toujours imposé un taux général de 10% et un taux supplémentaire de 15% sur l'acier, l'aluminium et les voitures. À la différence de la Chine, il lui est impossible de réagir vite et fort: la prise de décision prend du temps dans une union entre vingt-sept pays qui n'ont pas tous les mêmes intérêts.

Ses dirigeants ne doivent pas se tromper: le brevet de bonne conduite que leur décerne Donald Trump ne doit pas leur laisser espérer un traitement de faveur. L'art du deal dont se flatte le président des États-Unis est simple: seule la force paie.

À Bruxelles, on devrait se souvenir de la guerre du Péloponnèse, à la fin du Ve siècle avant Jésus-Christ. Les habitants de Mélos, qui voulaient rester à l'écart de la guerre opposant Athènes à Sparte et éviter une invasion de leur île, ont envoyé des émissaires négocier à Athènes. Selon l'historien Thucydide (dans son livre La Guerre du Péloponnèse), ils ont reçu cette réponse: «Nous le savons et vous le savez aussi bien que nous, la justice n'entre en ligne de compte dans le raisonnement des hommes que si les forces sont égales de part et d'autre; dans le cas contraire, les forts exercent leur pouvoir et les faibles doivent leur céder.» Puis les Athéniens s'emparèrent de Mélos et massacrèrent ses habitants. Très clairement, Donald Trump, qui n'a sûrement jamais lu Thucycide, se situe dans cette tradition.

L'Europe ne peut se permettre de répondre comme la Chine, mais elle doit rester ferme et, le cas échéant, menacer d'appliquer les mesures de rétorsion qu'elle a préparées. C'est le seul langage qui est compris aujourd'hui à Washington. Par ailleurs, elle doit chercher d'autres alliances et d'autres partenariats, avec le Canada, l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Asie (Ursula von der Leyen doit elle aussi se rendre prochainement au Vietnam).

La question des droits de douane n'est pas seule en cause. Par ses coupes brutales dans le budget de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid), l'administration Trump a perdu le capital de sympathie dont les États-Unis bénéficiaient dans de nombreux pays du monde. La place est à prendre et il n'y a aucune raison de laisser seule la Chine occuper le terrain.

5. La crise des droits de douane ne doit pas faire oublier les autres dossiers

La méthode Trump est connue: il faut sans cesse occuper le terrain médiatique et faire en sorte que chaque nouvelle fasse oublier les autres. Depuis le 2 avril, il n'est plus question que de la guerre commerciale. Les péripéties quotidiennes de ce feuilleton font oublier que Donald Trump, qui se vantait de régler le dossier ukrainien «en vingt-quatre heures», a lamentablement échoué et qu'il a en fait laissé le terrain libre à Vladimir Poutine.

De même, la «solution» qu'il a proposée pour la bande de Gaza ne fait que conduire à aggraver la situation du peuple palestinien et à renforcer les extrémistes des deux bords. Et l'on pourrait faire une longue liste des dommages provoqués par sa politique dans tous les domaines: dépenses de santé, aide au développement, recherche scientifique, etc.

Sa dernière trouvaille: relancer l'industrie charbonnière, comme il avait déjà essayé de le faire lors de son premier mandat. Fort heureusement, ses chances de succès sont très limitées. La production de charbon continue de reculer aux États-Unis et il est peu probable qu'il puisse infléchir la tendance, alors que la question de savoir quand les gros producteurs, la Chine et l'Inde, vont enfin pouvoir commencer à réduire la leur. Le soutien sans faille accordé par Donald Trump aux énergies fossiles est une des erreurs les plus graves pour l'ensemble de l'humanité de toutes celles qu'il est en train de commettre. Mais en cela, il ne fait que confirmer ce que l'on savait déjà: c'est définitivement un homme du passé.

Source : Slatefr, Édité par Émile Vaizand – 15 avril 2025

TOURISME

Le Liban table sur la diaspora et un été de relance

Dans un contexte de crise économique persistante, le Liban mise sur la saison estivale 2025 pour relancer partiellement son économie grâce à un afflux espéré de visiteurs et de membres de la diaspora. Selon les données publiées par Ad Diyar dans son édition du 25 avril 2025, plus de 1,2 million de visiteurs sont attendus entre juin et septembre, dont environ la moitié en provenance de la diaspora libanaise. Les autorités espèrent ainsi générer plus de 2,5 milliards de dollars de recettes directes, notamment dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, des transports et des services médicaux. Un pari stratégique sur le retour de la diaspora Le ministère du Tourisme, en coordination avec d'autres administrations, a présenté un plan d'action orienté vers l'attraction des Libanais de l'étranger. Ce choix n'est pas nouveau, mais il est renforcé cette année par la volonté d'utiliser le levier affectif et familial de la diaspora pour stimuler la consommation interne et la circulation des devises. Ad Diyar (25 avril 2025) précise que des campagnes promotionnelles ciblées ont été lancées dans les pays à forte concentration libanaise : France, Canada, États-Unis, Émirats arabes unis, Brésil. Ces campagnes mettent en avant l'aspect patrimonial, culturel et émotionnel du retour au pays, en insistant sur l'amélioration attendue de la sécurité et des services. Les compagnies aériennes ont été incitées à maintenir, voire augmenter leurs fréquences de vols vers Beyrouth. Le ministère du Tourisme a aussi sollicité les agences de voyages et les réseaux communautaires à l'étranger pour organiser des circuits culturels et religieux, notamment vers les sanctuaires du Nord et les villages de la Békaa.

La nouvelle loi des chèques prive les tunisiens des vacances

Le président de la Fédération tunisienne des agences de voyages et de tourisme, Ahmed Bettaieb, a déclaré aujourd'hui à la presse, en marge de la session générale ordinaire, que la nouvelle loi sur les chèques "a provoqué une baisse de 30% du chiffre d'affaires des agences de voyages", exprimant l'espoir que des méthodes alternatives de payement seront explorées.
Selon lui, la saison touristique passée a généré des revenus d'environ 7 milliards de dinars, selon les données de la Banque centrale de Tunisie. Les professionnels du secteur espèrent maintenir le record de 10 millions de visiteurs de la saison précédente, tandis que le ministère du Tourisme a fixé un objectif de 11 millions de visiteurs pour la saison en cours.
À cet égard, Bettaieb a déclaré : « Il n'est pas difficile d'atteindre ce chiffre, mais le plus important est de maintenir les indicateurs de la saison passée en travaillant sur la qualité des services. » Il a ajouté : « Cette année, nous recherchons la qualité, pas la quantité. Certes, nous avons mis en place des tarifs préférentiels, mais nous attirerons des touristes qui généreront de meilleures recettes, et ce ne sera pas difficile à condition de conjuguer nos efforts pour développer les services. » Dans un contexte connexe, il a révélé des indications selon lesquelles les réservations de certains marchés ont été fermées, en attendant une confirmation supplémentaire d'autres marchés.

L'OBJECTIF 2030 AYANT ÉTÉ RELEVÉS

Les actifs du Fonds public d'investissement saoudien ont triplé depuis 2016

Le Fonds public d'investissement (PIF) de l'Arabie saoudite a enregistré une hausse de 390% de ses actifs sous gestion depuis le lancement de Vision 2030, selon le dernier rapport annuel de l'initiative.

Les actifs du PIF sont passés de 160 milliards de dollars en 2016 à 941,3 milliards de dollars en 2024, dépassant son objectif annuel de 880 milliards de dollars et soulignant la trajectoire de croissance rapide du fonds dans le cadre du programme de transformation du Royaume.
S'appuyant sur cette dynamique, le fonds a révisé son objectif pour 2030, en augmentant son objectif de gestion d'actifs de 1,87 trillion de dollars à 2,67 trillions de dollars. Cette nouvelle ambition reflète la position renforcée et l'influence croissante du fonds dans l'élaboration de l'économie future de l'Arabie saoudite.
Entre 2016 et 2024, le PIF a affiché un taux de croissance annuel composé de 22%, soulignant sa capacité constante à générer des rendements élevés tout en faisant progresser les priorités de développement nationales.

Les moteurs de l'expansion du PIF

À la suite de sa restructuration dans le cadre de Vision 2030, le PIF est passé d'un fonds souverain traditionnel à un moteur de diversification économique et d'innovation reconnu à l'échelle mondiale.
La croissance du fonds a été propulsée par une approche d'investissement proactive et diversifiée, avec 40% de son portefeuille alloué à des entreprises saoudiennes et à des giga-projets. Parallèlement, il a réalisé des investissements internationaux stratégiques dans des secteurs à fort potentiel.
Cette stratégie équilibrée a contribué à l'expansion des industries prioritaires au sein du Royaume, notamment le tourisme, l'exploitation minière, la culture, la logistique et la technologie, soutenant ainsi les efforts visant à construire une économie résiliente et diversifiée.

Impact économique et croissance sectorielle

Les investissements stratégiques du PIF ont non seulement stimulé la croissance économique, mais aussi la participation du secteur privé, créé des opportunités d'emploi et attiré des investissements directs étrangers.
D'ici à 2024, les initiatives du fonds auront contribué à la création de 1,1 million d'emplois, un bond significatif par rapport aux 77 700 emplois directs et indirects enregistrés en 2021. Au cours de la même période, le nombre d'entreprises créées avec le soutien du PIF a plus que doublé, passant de 45 à 93 dans 13 secteurs stratégiques.
Le fonds a atteint un contenu local de 48% dans l'ensemble de ses projets d'ici à 2024, ce qui témoigne de son engagement ferme à stimuler la croissance économique nationale.
Entre 2021 et le troisième trimestre 2024, le PIF a attiré plus de 37,33 milliards de dollars d'investissements privés dans le cadre d'une série d'initiatives, selon le rapport.
Par le biais de son initiative Private Sector Hub, il a publié plus de 200 opportunités au cours de cette période, représentant une valeur d'investissement totale de 10,67 milliards de dollars.
En outre, plus de 300 entrepreneurs ont été présélectionnés et plus de 200 petites et moyennes entreprises ont été formées pour collaborer avec les entreprises du portefeuille du PIF.
Le rôle du PIF dans le renforcement de l'économie non pétrolière de l'Arabie saoudite a été déterminant.

D'UN MONTANT D'ENVIRON 15 MILLIONS DE DOLLARS

L'Arabie Saoudite et le Qatar vont régler la dette syrienne

Ces arriérés auprès de la Banque mondiale sont d'un montant d'environ 15 millions de dollars.
L'Arabie saoudite et le Qatar ont annoncé dimanche qu'ils allaient régler la dette de la Syrie auprès de la Banque mondiale, d'un montant d'environ 15 millions de dollars, selon un communiqué conjoint publié par l'agence de presse officielle saoudienne (SPA).
"Les ministères des Finances du royaume d'Arabie saoudite et de l'Etat du Qatar annoncent conjointement leur engagement à régler les arriérés de la Syrie auprès de la Banque mondiale, pour un montant d'environ 15 millions de dollars", précisé le communiqué relayé par la SPA.
Cette déclaration intervient quelques jours après que le gouverneur de la banque centrale syrienne et le ministre des Finances ont participé aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, une première depuis plus de vingt ans.
"Cet engagement ouvrira la voie à la reprise du soutien et des opérations du Groupe de la Banque mondiale en Syrie, après une suspension de plus de 14 ans", ajoute le communiqué.

ÉGYPTE

La Banque centrale baisse ses taux d'intérêt de 2,25 %

Pour la première fois depuis plus de quatre ans, la Banque centrale d'Égypte (BCE) décide de réduire ses taux d'intérêt, marquant un tournant après plusieurs années de politique monétaire qualifiée de stricte.
Une décision prise suite aux premiers indicateurs économiques de 2025, qui montrent une reprise soutenue de l'activité économique en Égypte, marquant ainsi le quatrième trimestre consécutif de croissance. En effet, la BCE a annoncé une réduction significative de ses taux d'intérêt de l'ordre de 2,25 %. Cette décision marque un tournant après une série de sept maintiens consécutifs des taux depuis novembre 2020, date à laquelle un léger assouplissement de 0,5 % avait été décidé.
Ainsi, le taux d'intérêt des dépôts à un jour est fixé à 25 %, tandis que le taux des prêts a été réduit à 26 %. La BCE justifie cette décision par l'amélioration des indicateurs économiques au premier trimestre 2025, ainsi que par la croissance soutenue de l'activité économique, observée pour le quatrième trimestre consécutif.
Dans un communiqué de la BCE égyptienne, cette institution financière souligne que cette baisse s'explique en grande partie par un recul notable de l'inflation annuelle, grâce à plusieurs facteurs : un effet de base favorable, un resserrement monétaire progressif, et une atténuation des effets des chocs économiques passés. Ainsi, l'inflation globale a ralenti à 13,6 % en mars 2025, tandis que l'inflation sous-jacente, excluant les produits alimentaires volatils, a chuté à 9,4 %, son taux le plus bas depuis près de trois ans. Cette décision intervient dans un contexte particulier, juste après l'approbation par le Fonds monétaire international (FMI) de la quatrième révision du programme de réforme économique de l'Égypte. Ce programme stipule que le pays s'engage à éliminer progressivement les subventions sur les carburants d'ici décembre 2025, ce qui pourrait maintenir des pressions inflationnistes à court terme.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Fonds régional pour l'agriculture de la CEDEAO annonce le renforcement de ses interventions

Le Conseil de surveillance du Fonds régional pour l'agriculture et l'alimentation (FRAA) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a validé son plan de travail et son budget pour la période 2025-2027, en fin de semaine dernière à Lomé.

À l'heure où la région ouest-africaine fait face à une aggravation de la crise alimentaire, l'institution entend renforcer son action en intensifiant le financement des programmes agricoles dans les pays membres.
Selon les dernières estimations du Cadre Harmonisé, environ 49,5 millions de personnes pourraient être confrontées à l'insécurité alimentaire au cours de la prochaine période de soudure, une situation exacerbée par le poids du Nigeria, qui concentre plus de 60 % des populations à risque. Face à cette urgence, le FRAA entend consolider ses acquis et coordonner de manière plus étroite, les interventions régionales.
Présidée par Massandjé Touré-Litsè, commissaire de la CEDEAO chargée de l'agriculture, la session a souligné la nécessité d'une mobilisation plus importante de ressources, d'une amélioration des capacités d'absorption des États membres et d'un renforcement des partenariats techniques.
« Nous avons avancé dans les accords de financement, dans le renforcement des capacités et dans la conception de projets régionaux qui favorisent la résilience climatique, une agriculture durable et le développement des chaînes de valeur », a déclaré Massandjé Touré-Litsè. Le budget triennal adopté devrait ainsi permettre d'intensifier l'engagement du FRAA en faveur d'un secteur agricole plus inclusif, compétitif et résilient, capable de contribuer à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté dans l'espace communautaire. Notons que le FRAA est géré par la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC). La mission principale du FRAA est d'assurer le financement du programme régional d'investissement de la Politique agricole régionale (ECOWAP).

Le FRAA confirme ses grandes orientations pour 2025-2027 à Lomé

Le Fonds régional pour l'agriculture et l'alimentation (FRAA) de la CEDEAO va intensifier ses interventions dans le financement de programmes agricoles. L'exercice vise à renforcer l'efficacité du dispositif face à la crise alimentaire en Afrique de l'Ouest.
Réuni le vendredi 25 avril 2025 à Lomé, le Conseil de surveillance du Fonds régional pour l'agriculture et l'alimentation (FRAA) de la CEDEAO a procédé à l'examen du rapport d'activité 2024 et à la validation du plan de travail et du budget pour la période 2025-2027. Selon les dernières données du Cadre Harmonisé, environ 49,5 millions de personnes dans la région pourraient souffrir d'insécurité alimentaire pendant la prochaine période de soudure. Le Nigeria concentre plus de 60% des personnes à risque, accentuant la pression sur les mécanismes de réponse communautaires. Face à cette menace, le FRAA va intensifier ses interventions dans le financement des programmes et politiques agricoles des pays membres. La session présidée par Massandjé Touré-Litsè (photo ci-dessous), Commissaire de la CEDEAO chargée de l'agriculture, a mis l'accent sur la nécessité de consolider les acquis du Fonds et de coordonner les interventions régionales. Les discussions ont notamment porté sur la mobilisation de ressources, l'amélioration des capacités d'absorption des États membres, et le renforcement des partenariats techniques.
« Nous avons avancé dans les accords de financement, dans le renforcement des capacités et dans la conception de projets régionaux qui favorisent la résilience climatique, une agriculture durable et le développement des chaînes de valeur » a indiqué Massandjé Touré-Litsè.
Le budget triennal adopté devrait permettre d'intensifier l'avancée du FRAA vers les objectifs de la politique agricole commune de la CEDEAO. L'ambition reste celle d'un secteur agricole inclusif, compétitif et résilient, à même de garantir la sécurité alimentaire et de contribuer à la réduction de la pauvreté dans la région.

MADAGASCAR

EDF Renouvelables rejoint le projet hydroélectrique Volobe Amont

Un nouveau partenariat international soutient le développement du projet hydro-électrique Volobe Amont, visant à renforcer l'accès à l'électricité et la production d'énergie renouvelable à Madagascar.
EDF Renouvelables a officiellement rejoint le mercredi 23 avril AXIAN Energy et Africa50 sur le projet hydroélectrique Volobe Amont, marquant une nouvelle étape pour l'accès à une électricité durable à Madagascar.
Avec une puissance installée prévue de 120 MW, le projet devrait générer 750 GWh d'électricité par an, couvrant une part significative de la consommation électrique nationale. Il permettra de desservir plus de 2 millions de personnes et contribuera directement à l'objectif national de 75 % d'énergie renouvelable dans le mix électrique d'ici 2030.
Il devrait également créer 1500 emplois directs et indirects pendant la phase de construction, et contribuer à désenclaver plusieurs zones rurales grâce à une meilleure connectivité énergétique.
La nouvelle structure actionnariale du projet comprend ainsi AXIAN Energy à 37,5 %, EDF Renouvelables à 37,5 % et Africa50 à 25 %. L'État malgache prévoit d'entrer au capital à hauteur de 20 % lors de la clôture financière. L'arrivée d'EDF Renouvelables dans le consortium de Volobe Amont donne un nouvel élan au développement énergétique de Madagascar. La holding a récemment inauguré en Afrique du Sud une sous-station conçue pour accueillir jusqu'à 1,5 GW de capacité renouvelable, symbole de son rôle croissant dans la transition énergétique africaine.
Son expertise vient ainsi renforcer un projet stratégique pour l'État insulaire, en faveur d'un accès élargi à une électricité propre et fiable.

AFRIQUE DU SUD

Red Rocket met en service 2 parcs éoliens totalisant 288 MW

Le marché sud-africain des énergies renouvelables continue de prospérer, porté par des développeurs ambitieux comme Red Rocket. L'entreprise capitalise sur l'ouverture progressive du secteur au privé pour renforcer son leadership.
Le producteur indépendant d'énergie Red Rocket a annoncé le vendredi 25 avril l'entrée en exploitation commerciale du parc éolien de Rietkloof le mercredi 23, suivi 24 heures plus tard de celui de Brandvalley. Les deux projets situés à la frontière entre le Cap-Occidental et le Cap-Nord représentent une capacité combinée de 288 MW, répartie à parts égales. Attribués en octobre 2021 dans le cadre du cinquième cycle du programme REIPPPP (Renewable Energy Independent Power Producer Procurement Programme), ils avaient atteint leur closing financier en février 2023. Les parcs sont équipés de 32 turbines Vestas V150-4.5MW chacun et doivent produire respectivement environ 585 GWh et 595 GWh par an, de quoi couvrir les besoins électriques de près de 362 000 ménages sud-africains.
« Dans ce qui est largement connu comme un cycle d'appel d'offres difficile et extrêmement compétitif, le fait d'avoir obtenu le statut de soumissionnaire privilégié pour ces projets, d'avoir atteint le closing financier, d'avoir navigué dans la construction dans des conditions difficiles, et finalement d'avoir mis tout cela en lumière, est une réalisation dont nous sommes incroyablement fiers » a déclaré Luca Silva, directeur de l'exploitation de Red Rocket.
Red Rocket prospère sur le marché sud-africain grâce au programme REIPPPP qui a ouvert le secteur des énergies renouvelables aux investissements privés. Enchaînant les succès à chaque appel d'offres, l'entreprise a renforcé son portefeuille avec des projets clés comme le parc solaire Virginia (275 MWp) et le parc éolien Overberg (380 MW).
La mise en service de Rietkloof et Brandvalley illustre la trajectoire de l'entreprise, qui consolide sa position parmi les acteurs de la transition énergétique sud-africaine dans un secteur désormais très concurrentiel.

CÔTE D'IVOIRE

Kobo intensifie la recherche d'un gisement d'or sur le projet Kossou

Kobo Resources a mené en 2024 la première phase de son programme d'exploration sur son projet aurifère Kossou. L'étude avait pour but d'améliorer la compréhension des cibles aurifères Jagger, Road Cut et Kadie, découvertes sur le site en 2023.
La junior minière canadienne Kobo Resources a annoncé le jeudi 24 avril le lancement d'un programme de forage au diamant sur son projet aurifère Kossou en Côte d'Ivoire. Ces nouveaux travaux visant à établir le modèle de minéralisation des principales cibles aurifères du site, sont en lien avec l'objectif à long terme de la compagnie qui est d'y découvrir un premier gisement d'or.
Dans le détail, on apprend que la campagne d'exploration devrait débuter par des forages de 5000 à 6000 mètres sur les zones Jagger et Road Cut, les cibles les plus avancées du projet. En cas de résultats positifs, le programme devrait ensuite s'étendre à des forages supplémentaires pouvant atteindre entre 20 000 et 30 000 m. « Alors que nous lançons notre campagne de forage au diamant 2025, nous nous concentrons sur l'avancement stratégique de nos cibles aurifères prioritaires à Kossou, en vue de notre objectif à long terme de définir une première ressource potentielle. Cette approche progressive nous permet de poursuivre sur la lancée des découvertes de l'année dernière, où les forages précédents ont donné certains de nos résultats les plus encourageants » explique Edward Gosselin, PDG de Kobo. La compagnie avait en effet annoncé le lundi 3 mars 2025, la fin d'un programme de forage à 10 663 m sur 51 trous à Kossou. Plusieurs interceptions aurifères ont été rapportées, notamment une à haute teneur de 10 m à 3,20 g/t Au, dont 3,0 m à 9,13 g/t Au et 4,0 m à 5,10 g/t Au. Malgré ces résultats, la concrétisation d'un gisement aurifère à Kossou demeure incertaine. Alors que Kobo Resources poursuit les efforts en ce sens, le temps nécessaire pour atteindre cet objectif ainsi que les défis à relever restent pour l'instant difficiles à évaluer.

ALORS QUE LES DISCUSSIONS SUR LE COMMERCE RESTENT CONFUSES

Les bourses mondiales s'accrochent à l'espoir

Les marchés boursiers mondiaux se sont maintenus à leurs meilleurs niveaux depuis plus de trois semaines lundi, reflétant certains espoirs que le pire de la douleur tarifaire est passé, mais la confusion sur la politique commerciale américaine a persisté et a piégé le dollar.

Les actions européennes ont ouvert en hausse, les contrats à terme sur les actions américaines ont été mitigés et l'Asie a fait des gains fractionnaires au début d'une semaine riche en bénéfices qui verra également la publication de données clés sur l'emploi aux États-Unis et se terminera par des élections au Canada et en Australie . Le président américain Donald Trump occupe une place importante dans ces deux pays.

Les tensions commerciales sont restées au centre des préoccupations.

Bien que M. Trump ait affirmé que des progrès avaient été réalisés en matière de commerce avec la Chine et de nombreux autres pays, les preuves manquent. Dimanche, le secrétaire au Trésor, Scott Bessent , n'a pas soutenu l'affirmation de M. Trump selon laquelle des négociations tarifaires avec la Chine étaient en cours.

"Le fait que nous soyons en train de vivre une désescalade des tensions commerciales ne signifie pas que nous n'aurons pas encore un ralentissement de la croissance", a déclaré Mike Kelly, responsable mondial de la gestion multi-actifs chez PineBridge Investments.

Le déploiement souvent confus des droits de douane devraitinfliger des dommages durables à l'économie mondiale, car l'incertitude pèse sur la confiance des entreprises et des consommateurs, ralentissant l'investissement et les dépenses.

"L'incertitude ne concerne pas seulement un événement ponctuel , mais aussi sa durée", a ajouté M. Kelly.

L'indice mondial des actions MSCI .MIWD00000PUS est resté proche de ses plus hauts niveaux depuis le 3 avril, le lendemain du jour où Trump a dévoilé ses tarifs douaniers réciproques qui ont ébranlé les marchés.

Le Nikkei japonais a augmenté de 0,4%, tandis que les blue chips chinoises ont été peu modifiées, les responsables ayant maintenu leurs projections de croissance économique , malgré l'effet négatif des tarifs douaniers.

Les actions européennes ont ouvert en hausse. Dans l'autre sens, les contrats à terme du S&P 500 ESc1 ont baissé de 0,25 % et ceux du Nasdaq NQc1 ont reculé de 0,3 %. Le S&P a rebondi de près de 12% depuisle creux du 8 avril, mais reste 10% en dessous de son pic.

Les bénéfices des entreprises ont été généralement soutenus, avec des gains de plus de 9 %, bien que BofA ait noté que 64 % des entreprises avaient dépassé lesprévisions de bénéfices par action (EPS), contre 71 % au trimestre précédent.

"Bien que la géopolitique ait joué les seconds rôles ces derniers temps, la saison des bénéfices américains se déroule bien et est en bonne voie pour un septième trimestre consécutif de croissance positive des bénéfices", a déclaré Rory McPherson, directeur des investissements chez Wren Sterling.

Environ 180 sociétés du S&P 500 représentant plus de 40 % de la valeur de marché de l'indice publient leurs résultats cette semaine, notamment les méga-capitalisations Apple.

Le dollar pris en otage

Sur les marchés des changes, le dollar est resté stable , mais a eu du mal à progresser en raison de la persistance des craintes liées aux échanges commerciaux.

EUR=EBS , le billet vert a, pour l'instant, trouvé un point d'appui, tout en restant sur la voie de sa plus forte baisse mensuelle en près de deux ans et demi, Trump ayant ébranlé la confiance dans la fiabilité des actifs américains.

Il a perdu plus de 4 % par rapport à l'euro et au yen en avril, bien qu'il ait rebondi à la fin de la semaine dernière à la suite d'un changement de ton conciliant dans les relations entre les États-Unis et la Chine.

Un solide rapport sur l'emploi américain vendredi pourrait aider le dollar à rebondir s'il atténue les attentes de réduction des taux d'intérêt de la Réserve fédérale, selon les analystes.

Les marchés monétaires impliquent une probabilité d'environ 65% d'une réduction des taux en juin et 85 points de base d'assouplissement d'ici la fin de l'année. 0#USDIRPR

"Le billet vert est toujours l'otage des caprices de l'administration américaine () ", a déclaré Jonas Goltermann, économiste en chef adjoint des marchés chez Capital Economics.

Les chiffres de l'inflation pour l'Allemagne et la zone euro, attendus cette semaine, devraient montrer une nouvelle baisse de l'inflation globale, ce qui renforce les attentes de la Banque centrale européenne qui réduira à nouveau ses taux lors de sa réunion de juin.

La Banque du Japon se réunit cette semaine et est considérée comme certaine de maintenir les taux à 0,5%, étant donné que l'incertitude économique et commerciale causée par les droits de douane américains plaide contre une autre augmentation. 0#JPYIRPR

Les bons du Trésor se sont également stabilisés dans le sillage de l'assurance de Trump qu'il n'essaierait pas de limoger le président de la Fed Jerome Powell, laissant les rendements à 10 ans autour de 4,25 % par rapport au sommet d'avril de 4,592 %.

L'ancien gouverneur de la Réserve fédérale, Kevin Warsh, avec qui Trump aurait discuté du licenciement de Powell et de son installation à sa place, a déclenché vendredi un barrage de critiques à l'encontre de la Fed et plaidé pour des changements fondamentaux dans son fonctionnement.

Une timide amélioration du sentiment de risque a vu l'or glisser de 0,8 % à 3 290 dollars l'once, par rapport à son pic historique de 3 500 dollars. GOL/

Les prix du pétrole ont peu changé, le Brent restant stable autour de 67 dollars le baril, tandis que le brut américain a augmenté de 0,25 % à 63,16 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 28 Avril 2025
Valeur : 30 Avril 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.4047	132.4197
1	EUR	EURO	150.3853	150.4685
1	GBP	POUND STERLING	176.1872	176.2541
100	JPY	JAPANESE YEN	92.1397	92.1565
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1426	18.1452
1	CHF	SWISS FRANC	159.4085	159.5034
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.4268	95.4720
1	DKK	DANISH KRONE	20.1483	20.1521
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6717	13.6779
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7216	12.7284
1	AED	UAE DIRHAM	36.0442	36.0542
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2947	35.3006
1	KWD	KUWAITI DINAR	431.4262	431.7564
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9526	44.3943
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2781	14.2797
1	LYD	LIBYAN DINAR	24.1355	24.2594
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3160	3.3263
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.4151	179.4151

PARIS

Le mouvement haussier se poursuit

La Bourse de Paris débute la semaine en vert avec un gain proche de 0,6%, autour des 7580 points, aidée par Kering et Airbus (+2% chacun).

Alors que la saison des résultats bat toujours son plein et que de nombreux indicateurs économiques majeurs figurent à l'agende des prochains jours, rappelons que les places européennes d'Euronext seront fermées jeudi, à l'occasion du 1er mai.

Ce sera aussi le cas des Bourses de Francfort et de Zurich, tandis que New York et Londres resteront elles bien ouvertes.

L'optimisme est revenu ces dernières semaines sur les marchés d'actions grâce à une accalmie des tensions commerciales, mais certains analystes soulignent que ce rebond s'est davantage appuyé sur de vagues espoirs de négociations que sur des éléments concrets.

En s'adjugeant 3,4% la semaine dernière, le CAC a réussi à enchaîner une deuxième semaine consécutive de gains, ce qui lui a permis par ailleurs de revenir au-dessus du seuil psychologique des 7500 points.

Wall Street a également profité d'un puissant rebond la semaine passée, avec des progressions hebdomadaires qui se sont étagées entre 2,5% pour le Dow Jones, 4,6% pour le S&P 500 et 6,7% pour le Nasdaq.

Ce regain de confiance va être mis à l'épreuve par une semaine intense et potentiellement décisive, avec notamment une avalanche de résultats trimestriels dans le secteur technologique.

La semaine qui commence sera principalement animée par les résultats des giga-capitalisations du secteur américain des hautes technologies, avec ceux de Microsoft et Meta prévus mercredi soir, puis d'Apple et Amazon jeudi.

Sachant que ces quatre entreprises représentent à elles seules plus de 16% du S&P 500 et plus de 25% du Nasdaq Composite, toute surprise, dans un sens ou dans un autre, risque d'impacter fortement les indices new-yorkais.

La semaine sera de loin la plus chargée de la saison des résultats Outre-Atlantique avec un total de 180 composantes du S&P, dont 11 du Dow, devant publier leurs chiffres du premier trimestre.

Les sociétés ayant déjà dévoilé leurs comptes ont, pour 73% d'entre elles, dépassé les attentes de bénéfices des analystes, à comparer à une moyenne de 77% sur les cinq dernières années.

Le marché continuera de suivre par ailleurs de près l'évolution des tractations commerciales, alors que la Chine pourrait décider dès cette semaine d'assouplir certaines mesures protectionnistes prises en représailles à celles des Etats-Unis, ce qui pourrait confirmer la récente embellie observée sur le front du commerce mondial.

'Si la ligne de communication reste vraisemblablement coupée entre les deux pays (du moins sur les questions commerciales), ces nouvelles postures préfigurent d'une éventuelle désescalade - ce qui participe au soulagement des investisseurs', jugeaient vendredi les équipes de CPR AM.

Le baril de Brent évolue autour des 67$ à Londres (+0.1%), l'or s'échange contre 3285$ l'once (-0.9%) et l'euro cède 0.6% face au billet vert, à 1,134$.

Dans l'actualité des sociétés tricolores, Lagardère annonce avoir réalisé un chiffre d'affaires de 1,98 milliard d'euros au titre des trois premiers mois de 2025, en progression de 5,1% en publié et 4,1% en données comparables, une croissance portée par l'ensemble de ses activités.

Vallourec annonce avoir remporté un contrat majeur pour la fourniture de tubes OCTG destinés aux opérations de forage de Kuwait Oil Company (KOC), un nouveau contrat représentant un chiffre d'affaires potentiel de plus de 130 millions de dollars.

Enfin, Airbus annonce la signature d'un accord définitif avec Spirit AeroSystems. Cet accord porte sur l'acquisition d'actifs industriels dédiés à ses programmes d'avions commerciaux.

EN PLEINE GUERRE COMMERCIALE AVEC LES ÉTATS-UNIS

La Chine s'estime «du bon côté de l'histoire»

Un haut responsable économique chinois a affirmé lundi que Pékin se trouvait «du bon côté de l'histoire» dans la guerre commerciale lancée par Washington.

Depuis son retour à la Maison Blanche en janvier, le président Donald Trump a imposé des droits de douane d'au moins 10% à la plupart des partenaires commerciaux des États-Unis et une surtaxe distincte de 145% sur la majorité des produits chinois entrant sur le territoire américain. Pékin a riposté en mettant en place ses propres surtaxes douanières de 125% sur les produits américains. «La Chine se tiendra aux côtés de l'écrasante majorité des pays du monde, du bon côté de l'histoire et du progrès humain», a déclaré lundi à Pékin lors d'une conférence de presse Zhao Chenxin, vice-directeur de l'agence nationale de planification économique.
Lui et plusieurs hauts responsables de ministères chinois ont promis que le gouvernement prendra davantage de mesures pour relancer l'économie, la consommation intérieure et atténuer les effets de la guerre commerciale avec les États-Unis. «Nous sommes convaincus que s'opposer au monde et à la vérité ne mènerait qu'à l'isolement. Ce n'est qu'en avançant main dans la main avec la communauté mondiale et en défendant la moralité et la justice que nous pourrons construire l'avenir», a souligné Zhao Chenxin, vice-directeur de la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC). Les États-Unis «se livrent à l'intimidation et à l'hégémonisme, en revenant constamment sur leurs engagements», a-t-il dénoncé.

Une «incertitude stratégique» au profit des États-Unis

Le ministre américain des Finances, Scott Bessent, a défendu dimanche la politique de droits de douane de Donald Trump, qui bouleverse l'économie mondiale, y voyant un moyen de créer une «incertitude stratégique» afin de donner l'avantage aux États-Unis. Pékin promet régulièrement de mener la guerre commerciale «jusqu'au bout» si Washington poursuit ses mesures douanières. La Chine a toutefois reconnu lundi que la tempête commerciale déclenchée par Donald Trump a des répercussions sur son économie, qui reste très dépendante des exportations.
«Bien que l'économie (nationale) poursuive sa reprise, les bases d'une amélioration durable nécessitent un renforcement accru face à des pressions externes grandissantes», a déclaré lors de la conférence de presse Yu Jiadong, le vice-ministre des Ressources humaines. «Les impositions successives de droits de douane exorbitants par les États-Unis ont créé des difficultés de production et d'exploitation pour certaines entreprises exportatrices et affecté l'emploi de certains travailleurs», a-t-il souligné.

DROITS DE DOUANE

Washington assume entretenir une «incertitude stratégique»

Le ministre américain des Finances, Scott Bessent, a défendu dimanche la politique tarifaire tumultueuse du président Donald Trump. Le ministre américain des Finances, Scott Bessent, a défendu dimanche la politique tarifaire tumultueuse du président Donald Trump, qui secoue l'économie mondiale, comme un moyen de créer une «incertitude stratégique» afin de donner l'avantage aux États-Unis. «Dans la théorie des jeux, on parle d'incertitude stratégique, c'est-à-dire que vous n'allez pas dire à la personne de l'autre côté de la négociation où vous allez finir», a déclaré Scott Bessent sur la chaîne ABC. «Personne n'est mieux placé que le président Trump pour créer cet effet de levier», a insisté le secrétaire au Trésor. Des droits de douane bien plus importants pourraient entrer en application contre en juillet, après un report annoncé par Donald Trump. Interrogé sur l'avancement des négociations commerciales engagées par l'administration Trump avec les pays frappés par les droits de douane, Scott Bessent a esquivé, se contentant de dire que certaines négociations «avançaient très bien, en particulier avec les pays asiatiques». Pour l'instant, Washington a donné la priorité aux discussions avec des pays alliés comme le Japon, la Corée du Sud et la Suisse.

«Extrême égoïsme» selon un ministre chinois

Dans un entretien publié vendredi par Time Magazine, Donald Trump a affirmé que des discussions étaient en cours avec la Chine pour tenter de parvenir à un accord, et laissé entendre que le processus pourrait aboutir dans les prochaines semaines. Il a également dit avoir parlé avec au téléphone avec son homologue chinois Xi Jinping, sans toutefois préciser à quelle date, ni le contenu de la conversation.
De son côté, Pékin a réaffirmé samedi ne mener aucune négociation commerciale avec les États-Unis. Le ministre chinois des Affaires étrangères fustige un «extrême égoïsme» des droits de douane. Scott Bessent a suggéré que la Chine pourrait nier l'existence de discussions en cours parce qu'elle «s'adresse à un public différent».

PLAN SOCIAUX RECUL DES EMBAUCHES

Le spectre du chômage plane en France

Plusieurs indices montrent que le vent est en train de tourner sur le marché du travail, avec moins d'opportunités pour les candidats et des entreprises qui se montrent méfiantes dans un contexte international incertain.
La courbe va-t-elle remonter? Si pour le moment, le taux de chômage se maintient à 7,3% (son niveau de fin 2024), les indices se multiplient et laissent à penser que la situation est en train de se dégrader.
La Banque de France anticipe ainsi une hausse du chômage à 7,8% en 2025 et 2026. L'Ofce est plus pessimiste et voit le taux de chômage remonter à 7,9% à la fin de l'année 2025, avant d'atteindre 8,5% fin 2026.
Près de 200.000 emplois pourraient être détruits sur la période 2025-2026, selon le centre de recherches en économie de Sciences Po. Cela s'expliquerait par "la faible croissance conjuguée à la réduction des politiques de l'emploi et le haut niveau des faillites".
Signe de la fragilité des entreprises, les plans sociaux se multiplient ces derniers mois. Dernier exemple en date, Arcelormittal qui prévoit de supprimer 600 postes sur sept de ses sites du nord de la France.
Alors assiste-t-on à un véritable retournement du marché du travail? En réalité, selon Alexandre Jules, économiste chez Indeed, la bascule a eu lieu début 2023. Le volume d'offres d'emploi postées sur le site de petites annonces a en effet commencé à se tarir il y a un peu plus de deux ans.

FACE À TRUMP

Les Brics veulent défendre le système commercial multilatéral

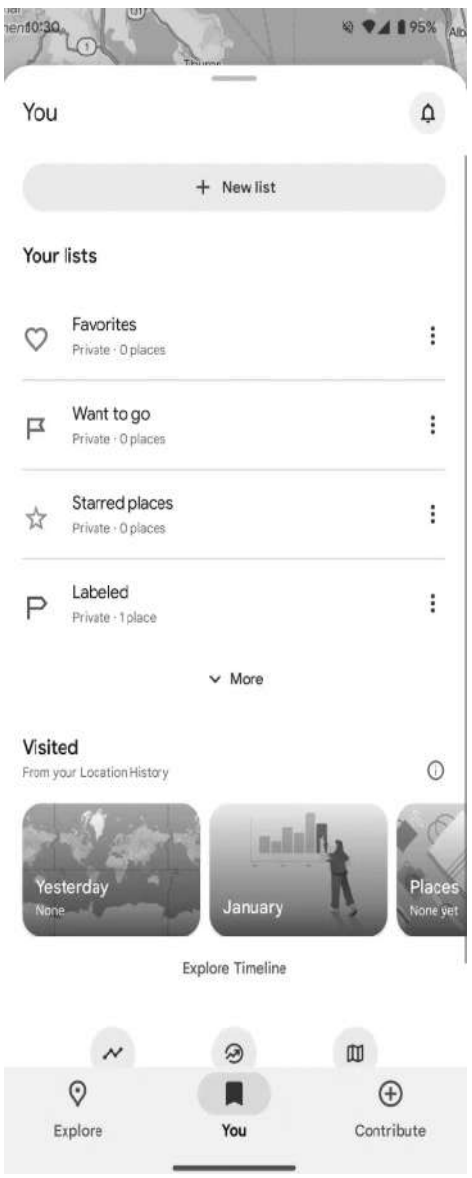
Les ministres des Affaires étrangères des pays membres du bloc des "Brics" vont se réunir au Brésil pendant deux jours, en pleine guerre commerciale lancée par les États-Unis de Donald Trump.
Les Brics doivent monter au créneau, lundi à Rio de Janeiro, pour défendre le multilatéralisme, en pleine guerre commerciale lancée par le président américain Donald Trump contre le monde et en particulier contre la Chine, poids lourd du groupe des pays émergents. Les ministres des Affaires étrangères (ou leurs représentants) des pays membres se réunissent durant deux jours, avec en vue le sommet des chefs d'État prévu à Rio les 6 et 7 juillet. Le Brésil exerce cette année la présidence tournante du bloc qui réunit, en plus de la Chine: Russie, Inde, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Indonésie et Iran. Cette rencontre se tient à un moment critique pour l'économie mondiale. Le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à ce que la croissance mondiale atteigne 2,8% cette année, une valeur révisée à la baisse face aux droits de douane dégainés par Donald Trump et aux mesures de représailles prises par les autres pays. "Les ministres négocient une déclaration visant à réaffirmer la centralité et l'importance du système commercial multilatéral", a indiqué samedi le chef négociateur du Brésil, Mauricio Lyrio. Le bloc, qui représente presque la moitié de la population mondiale et 39% du PIB mondial, va chercher à se poser en défenseur d'un commerce basé sur des règles face aux mesures unilatérales "d'où qu'elles viennent", a-t-il dit devant des journalistes. Depuis son retour en janvier, le président américain a imposé des droits de douane d'au moins 10% à la plupart des partenaires commerciaux des États-Unis et une surtaxe distincte de 145% sur la majorité des produits chinois entrant sur le territoire des États-Unis. Pékin a riposté en mettant en place ses propres surtaxes de 125% sur les produits américains. Au menu pourrait figurer la question sensible des transactions en devises non américaines au sein des Brics, abordée en octobre lors du dernier sommet du bloc à Kazan, en Russie. Or, Donald Trump a menacé d'imposer des droits de douane de 100% aux pays concernés s'ils tentent de mettre fin à la domination internationale du dollar. Le Brésil fait partie des pays les moins durement frappés par les nouveaux droits de douane (il a écopé de 10%).
Par conséquent, selon Roberto Goulart Menezes, professeur de relations internationales à l'université de Brasilia, le gouvernement du président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva devrait chercher à ce que la "prudence" l'emporte. "Si nous avons une posture plus dure à l'égard des États-Unis, cela voudra dire que la position de la Chine a prévalu", explique-t-il à l'AFP.

UN PETIT DÉTAIL QUI FACILITE UN PEU PLUS LA NAVIGATION

Google Maps revoit (légèrement) son interface

Google Maps affine son interface sur Android avec une refonte de certains onglets. L'objectif : une navigation plus cohérente, sans occuper la totalité de l'écran.

L'application Google Maps poursuit sa mue. Après avoir bénéficié d'une importante refonte de son onglet principal l'année dernière, qui troquait les interfaces plein écran pour des encarts superposés, voilà que le géant de Mountain View s'apprête à transposer ces changements aux autres onglets de son application.



L'interface de Google Maps se refait une petite beauté sur Android pour plus de cohérence

Après plusieurs mois de tests, Google Maps déploie une refonte de ses onglets « Enregistrés » et « Contribuer » sur Android. Disponible dans la version stable 25.16, cette dernière étend l'usage des « sheets », ces panneaux qui n'occupent qu'une partie de l'écran. Déjà adoptée l'an dernier pour l'onglet « Découvrir », cette configuration permet notamment de garder un œil sur la carte en arrière-plan à tout moment. Désormais, l'ensemble de l'application repose sur cette même logique pour assurer une expérience harmonisée entre les différents onglets.
Ainsi, l'onglet « Enregistrés » affiche à présent un morceau de la carte en haut de l'écran, sans pour autant modifier le reste de l'interface. Il est d'ailleurs possible de minimiser le panneau afin que ses coins arrondis viennent se loger au niveau de la barre inférieure. Ce mode réduit laisse la carte entièrement accessible, incluant la barre de recherche, les filtres, ou encore le bouton d'accès rapide aux itinéraires.

Les utilisateurs iOS concernés par ces changements ?

De son côté, l'onglet « Contribuer », dédié aux avis et suggestions, suit le même principe. Cependant, il perd sa barre de recherche dédiée tant que la feuille n'est pas ancrée. Autre ajustement minime : le titre de la page est désormais aligné à gauche plutôt qu'au centre.
Cette refonte complète est actuellement déployée avec la version stable (25.16) de Google Maps pour Android, comme le précise l'article de 9to5Google. Mais que les propriétaires d'iPhone et d'iPad se rassurent : la mise à jour devrait prochainement être disponible sur iOS et iPadOS.
Source : 9to5Google

D'après Google, l'IA pourrait augmenter la productivité des salariés

Une nouvelle étude de Google promet de meilleurs résultats dans les entreprises grâce à l'IA. Mais pour cela, il faudra compter sur la collaboration des employés ! À l'arrivée de l'IA, beaucoup d'études alarmistes ont annoncé que le chômage de masse serait la conséquence logique de l'irruption de cette technologie dans notre quotidien. Aujourd'hui, les études ont plutôt tendance à montrer comment l'intelligence artificielle pourrait aider les entreprises. Et ce nouveau rapport sorti par Google a de quoi être encourageant.

122 heures de travail par an gagnées grâce à l'IA

L'IA devrait intéresser tous les chefs d'entreprise. C'est la conclusion que l'on peut tirer de ce nouveau rapport produit par Google, à la suite de son projet « AI Works » mené au niveau du Royaume-Uni en collaboration avec des syndicats, des petites entreprises ainsi que des écoles. Il en ressort que l'utilisation de l'IA générative au sein des entreprises pourrait accroître la productivité des salariés, de l'ordre de 122 heures de travail par an. Un résultat qui dépassé l'estimation précédente de Google, qui était d'environ 100 heures de travail par an gagnées.

L'IA pourra booster la richesse nationale… si les salariés s'y mettent !

Et l'adoption quotidienne de l'IA générative par les salariés ne devrait pas être un problème. Google estime qu'une formation de quelques heures devrait permettre d'obtenir des employés qu'ils doublent leur utilisation quotidienne de l'IA générative. Une tendance qui durerait plusieurs mois après la fin de la formation initiale. La firme de Mountain View a enfin émis l'hypothèse que l'innovation alimentée par l'IA pourrait permettre de générer quelque 400 milliards de livres de richesse d'ici à 2030 de l'autre côté de la Manche. Mais la moitié de cette somme dépendrait de l'adoption ou non des outils IA par les salariés des sociétés.

L'iPhone 17 aura 12 Go de RAM

L'iPhone 17 pourrait bien bousculer la hiérarchie établie chez Apple. Selon Ming-Chi Kuo, il bénéficierait de 12 Go de RAM, une capacité jusqu'ici réservée à certains smartphones Android.
À l'approche de la sortie de l'iPhone 17, de nouvelles informations viennent affiner les attentes autour de ses différentes déclinaisons. D'après l'analyste Ming-Chi Kuo, l'iPhone 17 Air se distinguerait à la fois par son design plus fin, mais aussi par l'intégration d'une mémoire vive de 12 Go. Voici ce que l'on sait à ce jour.

Tous les iPhone 17 embarqueraient 12 Go de RAM, à l'exception d'un modèle

Selon les récentes analyses de Ming-Chi Kuo, spécialiste désormais reconnu de la chaîne d'approvisionnement d'Apple que l'on ne présente plus, la marque à la pomme prévoit d'équiper certains modèles de sa future gamme iPhone 17 de 12 Go de mémoire vive. Initialement, cette capacité devait être l'apanage de l'iPhone 17 Pro Max, le modèle le plus onéreux de la gamme. Cependant, les dernières informations de Kuo indiquent qu'Apple étendrait finalement cette spécification à l'iPhone 17 Air, la version ultra-fine de la gamme, ainsi qu'à l'iPhone 17 Pro.
Le modèle standard, lui, conserverait probablement ses 8 Go de RAM. L'analyste précise toutefois que des pénuries potentielles d'approvisionnement pourraient encore influencer les plans du géant de Cupertino, dont la décision finale serait attendue pour le mois prochain. Par conséquent, même l'iPhone 17 standard pourrait bénéficier de 12 Go de RAM.

Une montée en puissance… pour préparer l'avenir de l'intelligence artificielle ?

Actuellement, tous les iPhone 16 embarquent 8 Go de RAM, y compris l'iPhone 16e, qui est la quantité minimale de mémoire vive requise pour faire fonctionner les fonctionnalités d'IA de la marque. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle seuls les iPhone 15 Pro et iPhone 15 Pro Max (premiers modèles de 8 Go de RAM) prennent en charge Apple Intelligence, contrairement aux iPhone 15 et 15 Plus moins dotés en mémoire.
En vue du développement de l'intelligence artificielle, Kuo prédit que tous les nouveaux modèles d'iPhone 18 prévus pour la fin de l'année prochaine adopteront 12 Go de RAM. Vous noterez que cette tendance a déjà été amorcée sur Mac, où la mémoire de base est passée de 8 à 16 Go l'an dernier, ainsi que sur iPad, à l'exception de l'iPad 11. Eh oui, celui-ci reste malheureusement limité à 6 Go de RAM, le privant, de ce fait, des fonctionnalités Apple Intelligence.

Source : Ming-Chi Kuo

RETOUR SUR LES SCANDALES MAJEURS

Quand l'industrie automobile préfère les profits à la sécurité

Dans l'univers fascinant de l'automobile, certaines histoires sont bien moins glorieuses que les exploits mécaniques que l'on célèbre. Plusieurs grands constructeurs ont sciemment mis en danger la vie de millions d'automobilistes, en fermant les yeux sur des défauts critiques de leurs véhicules. De Ford à Honda en passant par General Motors, retour sur les scandales automobiles, tout cela pour économiser quelques dollars.

Takata : l'airbag mortel qui a secoué l'industrie

En 2004, un accident de Ford Mustang déclenche une enquête sur un dysfonctionnement tragique : l'airbag censé sauver des vies s'est transformé en arme mortelle. L'enquête révèle que Takata, géant japonais des airbags, était conscient du problème.
Le défaut venait d'un composant essentiel : le nitrate d'ammonium utilisé pour gonfler les airbags. Hautement corrosif, il fragilisait les pièces métalliques, projetant des éclats meurtriers lors du déploiement.
Malgré quelques rappels discrets dès 2004, la situation explose en 2013 lorsqu'un ancien employé révèle que Takata falsifiait ses données depuis des années. Résultat : 100 millions de véhicules rappelés, 27 morts, des centaines de blessés, une amende d'un milliard de dollars et, finalement, la faillite de Takata.

Firestone et Ford Explorer : des pneus qui s'échappaient

En 2000, un autre scandale secoue l'industrie : Firestone, filiale américaine de Bridgestone, est accusée après une série d'accidents mortels impliquant des Ford Explorer. Le point commun ? Des pneus défectueux se détachaient à grande vitesse, entraînant le renversement brutal des véhicules. Mais la faute n'incombe pas uniquement à Firestone. Lors des tests initiaux de l'Explorer en 1988, Ford découvre des problèmes de stabilité.
Plutôt que de repenser la suspension, la marque choisit de baisser la pression des pneus pour masquer les défauts... au détriment de la sécurité.
Au final, Firestone écope d'une amende de 1,67 milliard de dollars et Ford de 530 millions. Bilan humain : plus de 250 morts et 3 000 blessés.

Ford Pinto : quand les économies passent avant la vie

Dans les années 70, Ford lance la Pinto, une compacte à succès... mais avec un secret mortel. Le réservoir de carburant, mal placé derrière l'essieu arrière, risquait de s'embraser en cas de choc arrière.
Pire encore : des documents internes ont révélé que Ford connaissait le problème avant même la mise en production. Mais pour économiser sur les coûts de fabrication, l'entreprise a décidé de vendre la voiture en l'état, préférant payer des indemnisations aux victimes plutôt que de modifier la conception.
La NHTSA estime qu'au moins 180 personnes ont perdu la vie dans des Pinto à cause de ce défaut. Malgré la polémique, Ford écoule plus de trois millions d'exemplaires.

General Motors : la clé de contact à 1 dollar qui coûte 124 vies

En 2007, un nouveau scandale éclate : certains modèles General Motors, comme la Chevrolet Cobalt, s'éteignent subitement en roulant. La cause ? Un ressort défectueux dans le neiman, rendant le contact très sensible au poids du porte-clés ou aux chocs sur la route comme les ralentisseurs et les nids-de-poule.
Résultat : le moteur s'arrête, désactivant airbags, direction assistée et freins ABS. Une enquête révèle que GM était au courant du problème depuis des années, mais n'a rien fait pour éviter des réparations coûteuses. GM est forcé de rappeler 2,6 millions de véhicules en 2014. Tout cela pour un composant qui coûtait moins d'un dollar.

Quand la course au profit devient mortelle

Derrière ces scandales automobiles se cache une constante glaçante : au lieu de corriger des défauts, certaines marques ont préféré protéger leurs marges. Si ces histoires nous enseignent quelque chose, c'est que la vigilance des consommateurs et la pression des régulateurs restent indispensables pour éviter que l'histoire ne se répète.

Comment fonctionnent les turbos ?

Le turbocompresseur est devenu un incontournable sous les capots modernes, de la citadine économique aux supercars les plus affûtées. Mais comment fonctionne réellement cette technologie ? Remontons aux bases du moteur et explorons l'histoire et les subtilités du turbo.

Les bases du moteur à combustion

Pour comprendre l'intérêt d'un turbo, il faut d'abord saisir le fonctionnement d'un moteur. Un moteur à combustion interne agit comme une immense pompe : il aspire un mélange d'air et de carburant, le comprime, le fait brûler, puis expulse les gaz d'échappement.
Pour augmenter la puissance d'un moteur, il faut brûler plus de carburant. Toutefois, sans un apport supplémentaire d'air, ce carburant supplémentaire serait inutile. Le volume d'air qu'un moteur peut aspirer est limité par la taille de ses cylindres. Historiquement, pour obtenir plus d'air, il fallait donc… agrandir les moteurs. Mais cette solution les rendait plus lourds, plus encombrants et souvent moins réactifs.

La révolution d'Alfred Büchi : l'invention du turbocompresseur

En 1905, l'ingénieur suisse Alfred Büchi dépose un brevet pour un dispositif révolutionnaire : le turbocompresseur. L'idée est simple mais brillante : utiliser les gaz d'échappement, habituellement perdus, pour actionner une turbine. Cette turbine entraîne à son tour un compresseur qui densifie l'air envoyé dans les cylindres.
Résultat : plus d'air, donc plus d'oxygène, donc plus de carburant brûlé et plus de puissance. À l'origine, Büchi pensait surtout aux moteurs diesel, mais l'impact de son invention ira bien au-delà.

Les turbos dans l'aviation : une solution pour l'altitude

Très vite, l'industrie aéronautique s'intéresse au turbocompresseur. En altitude, l'air est bien moins dense qu'au niveau de la mer, ce qui fait chuter la puissance des moteurs de manière dramatique. Un moteur de 400 chevaux au sol peut perdre jusqu'à 150 chevaux à 14 000 pieds. Le turbo compense cette perte en normalisant la pression de l'air d'admission. Ce gain de performance sera déterminant dans le développement de l'aviation moderne.

Comment fonctionne un turbocompresseur ?

Le principe est relativement simple :
- Les gaz d'échappement du moteur entrent dans la turbine du turbo.
- Cette turbine entraîne un compresseur situé de l'autre côté du turbo.
- Le compresseur aspire l'air frais, le comprime et l'envoie dans le moteur.
- Cet air compressé, plus dense, permet une combustion plus riche et donc une augmentation significative de la puissance.

Pour éviter que l'excès d'air ne retourne dans le turbo lors du relâchement de l'accélérateur, une soupape de décharge (wastegate) libère la pression, produisant le fameux « pshht ».

L'intercooler : le partenaire du turbo

Lorsqu'on comprime de l'air, sa température augmente, ce qui réduit sa densité. Or, l'objectif est d'envoyer de l'air dense au moteur. C'est là qu'intervient l'intercooler (ou échangeur thermique) : il refroidit l'air comprimé avant son entrée dans le moteur, améliorant ainsi l'efficacité globale du système.

Et pourquoi ne pas installer un turbo énorme ?

En théorie, un plus gros turbo fournirait plus d'air, donc plus de puissance. Mais en pratique, un gros turbo met du temps à monter en régime. Ce décalage entre l'accélération et la montée en pression s'appelle le « turbo lag ».
Pour le réduire, les ingénieurs ont développé des configurations à double turbo.

Double turbos : plus de puissance, moins de lag

Le principe des doubles turbos peut prendre plusieurs formes :
- Turbos parallèles : deux petits turbos fonctionnent simultanément, chacun pour une rangée de cylindres. Cette approche fut utilisée par la Maserati Biturbo dès 1981.
- Turbos séquentiels : un petit turbo fonctionne à bas régime pour offrir une réponse rapide, puis un gros turbo prend le relais à haut régime pour fournir une puissance maximale. C'est cette configuration qu'on retrouve sur des modèles mythiques comme la Toyota Supra MK4 ou la Mazda RX-7.

Chaque système vise à minimiser le lag tout en maximisant la puissance disponible à tous les régimes.

La démocratisation du turbo

Longtemps réservé aux voitures de course ou hautes performances, le turbo est aujourd'hui omniprésent, notamment pour répondre aux normes environnementales.
La miniaturisation des moteurs, associée aux turbos, permet d'obtenir des moteurs plus petits, mais tout aussi puissants, avec une meilleure consommation.

L'avènement du turbo à géométrie variable

Un autre tournant majeur est l'apparition du turbo à géométrie variable (VGT) sur les moteurs diesel, dès la Fiat Croma TD i.d. en 1989.
Le principe : des ailettes mobiles à l'intérieur du turbo adaptent le flux des gaz en fonction du régime moteur, offrant ainsi :
- Une meilleure réactivité à bas régime
- Une efficacité énergétique accrue
- Des performances constantes sur une large plage de régime

Cependant, les VGT présentent aussi quelques inconvénients :
- Plus coûteux à produire et à entretenir
- Sensibles à l'encrassement, surtout en cas de mauvaise maintenance

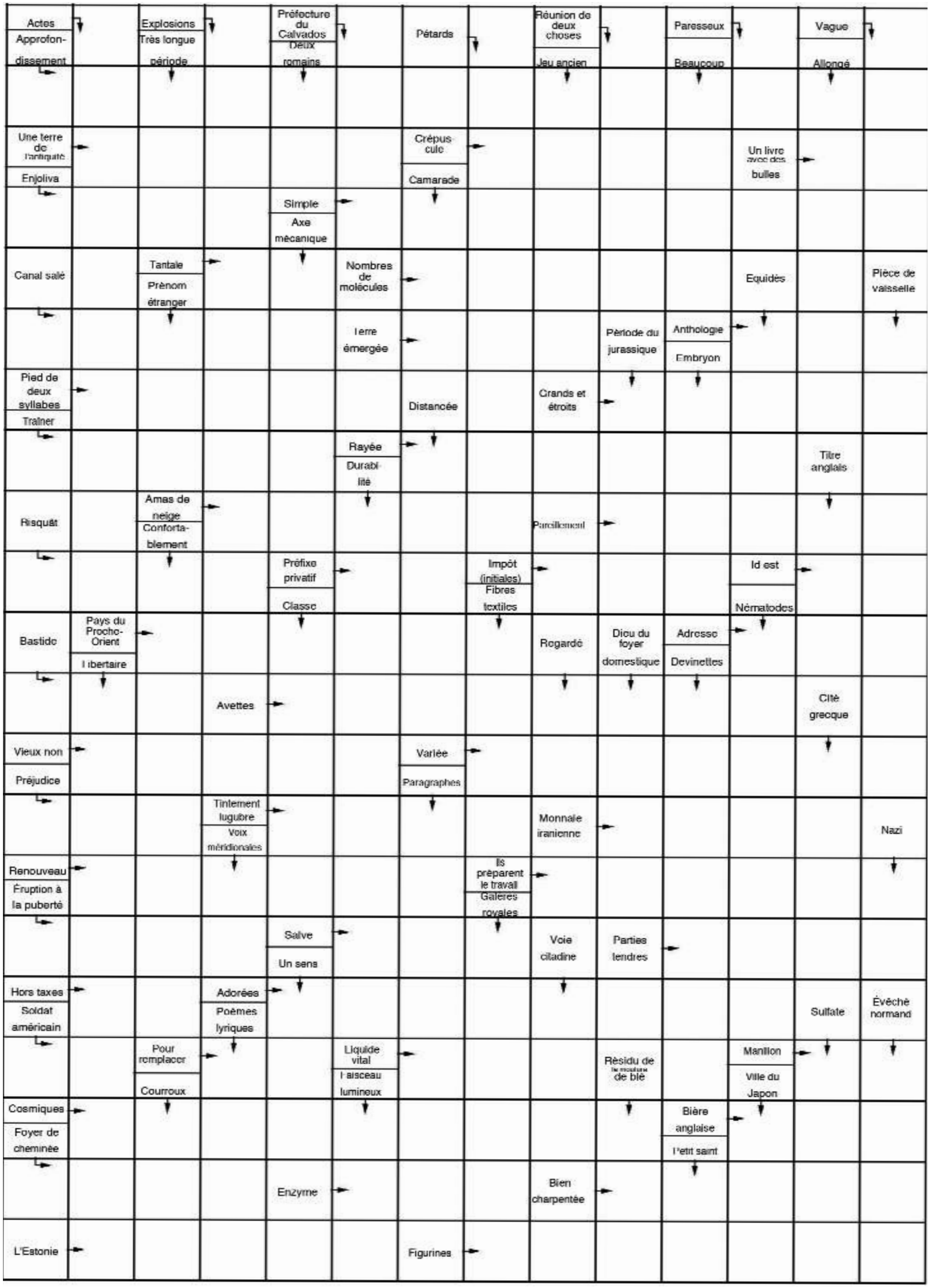
Bonnes pratiques : préserver son turbo

Pour maximiser la durée de vie d'un turbo, quelques réflexes sont essentiels :

Laisser tourner le moteur quelques secondes avant de couper le contact, surtout après une conduite dynamique. Cela permet au turbo de refroidir correctement et évite des dégâts coûteux.
Conclusion

Du simple compresseur à gaz d'échappement d'Alfred Büchi aux turbos sophistiqués à géométrie variable actuels, le turbo a radicalement transformé le monde automobile. Il est aujourd'hui au cœur de l'équation : plus de performance, moins de consommation.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 29 avril 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

Le Président Tebboune reçoit l'ambassadeur du Venezuela auprès de l'Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, l'ambassadeur de la République bolivarienne du Venezuela, M. Juan Bautista Arias Palacio, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem.

FÊTE DES TRAVAILLEURS

La journée du jeudi 1er mai chômée et payée

La journée du jeudi 1er mai 2025, fête des travailleurs, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques et des établissements et offices publics et privés, indique dimanche un communiqué de la Direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative. "A l'occasion de la fête des travailleurs et conformément aux dispositions de la loi 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la journée du jeudi 1er mai 2025 est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques et des établissements et offices publics et privés, ainsi que pour les personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise le communiqué. Toutefois, "les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", souligne la même source.

MONNAIE

Le dollar mitigé, rivé sur une éventuelle deséscalade des tensions commerciales

Le dollar est mitigé lundi, rivé sur une éventuelle deséscalade des tensions commerciales et aidé d'assouplissement de Washington, mais toujours plombé en toile de fond par des craintes sur l'économie américaine. Vers 09H30 GMT, la devise américaine s'appréciait de 0,08% face à l'euro, à 1,1355 dollar, et s'affichait en hausse face au franc suisse. Mais le billet vert lâchait 0,26% à la livre, à 1,3350 dollar. Le dollar a enrayé sa lourde chute plus tôt ce mois-ci, bénéficiant de l'optimisme croissant des investisseurs sur la possibilité que le président Trump renverse dans les mois à venir les politiques commerciales perturbatrices mises en place durant son second mandat, y compris avec la Chine, expliquent les analystes. Depuis début avril, tous les produits entrant aux Etats-Unis sont soumis à au moins 10% de droits de douane. Juste après avoir annoncé des surtaxes punitives additionnelles à l'encontre de dizaines de partenaires commerciaux, le président américain Donald Trump cependant a décidé d'une pause de 90 jours, à l'exception des importations chinoises, surtaxés à 145%. La semaine dernière, le président américain a reconnu que les surtaxes qu'il a lui-même imposées à Pékin étaient "très élevées" et qu'elles allaient "baisser de façon substantielle". Par ailleurs, la Corée du Sud et l'Inde pourraient bien conclure un accord cette semaine, et d'autres acteurs asiatiques se battent pour des accords provisoires afin d'éviter le marteau tarifaire avant que la fenêtre de grâce de 90 jours ne se ferme brutalement début juillet, estiment des économistes. Dans le même temps, le président Trump a clairement indiqué qu'il n'envisageait pas de limoger le président de la Réserve fédérale (Fed), Jerome Powell, ce qui a contribué à restaurer une confiance indispensable dans la politique américaine, ajoutent-ils. Vendredi est, par ailleurs, attendu le rapport sur l'emploi aux Etats-Unis en avril.

CRÉATION D'UN FRONT MÉDIATIQUE NATIONAL UNIFIÉ

Le ministre de la Communication salue la forte adhésion des journalistes

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, a salué, hier à Alger, la forte adhésion des journalistes à la création d'un front médiatique national unifié, à même de produire des contenus médiatiques nationaux à la hauteur des défis de l'heure. S'exprimant à l'occasion de la tenue de la quatrième et dernière Rencontre régionale regroupant des journalistes, des professionnels des médias et différents acteurs du secteur de la communication, le ministre s'est félicité de "la forte adhésion" des journalistes à "la création d'un front médiatique unifié, à même d'élever la production de contenus nationaux et de relever les défis actuels caractérisés par des attaques répétées et directes contre notre pays, ou par d'autres encore plus insidieuses, qui utilisent l'espace numérique pour mettre en œuvre des agendas ignobles, dans ce qui est appelé la guerre de 5e génération". Mettant en garde contre les tentatives ciblant l'Algérie, notamment à travers la "fabrication de scénarios et de manœuvres pour entraver le processus de développement et de progrès", M. Meziane a souligné la nécessité pour le front médiatique unifié de produire "un contenu professionnel" pour contrecarrer ces agissements.
Soulignant l'importance des Rencontres régionales organisées successivement par le secteur à Oran, Constantine et Ouargla, le ministre a précisé que ces assises avaient pour objectif "l'élaboration d'une feuille de route claire, à même de promouvoir nos médias pour mieux les adapter aux avancées mondiales et d'amorcer une nouvelle étape leur permettant d'interagir positivement avec la dynamique remarquable que connaît le pays à tous les niveaux, et de répondre aux multiples attaques médiatiques émanant de différentes sources".
Dans ce contexte, il a souligné l'importance de "s'adapter à la transformation numérique avec conscience et sérieux", à travers la production de "contenus intensifs et de qualité assurant une présence en continu sur l'espace numérique et les réseaux sociaux" pour faire face "aux risques et agendas destructeurs qu'ils véhiculent". M. Meziane a évoqué, par ailleurs, la révolution opérée par l'intelligence artificielle qui a fait de la maîtrise des nouvelles techniques "une nécessité impérieuse", soulignant l'importance de s'orienter vers cette technique "résolument et de manière réfléchie". Abordant la presse de proximité, il a estimé qu'elle est aujourd'hui "un impératif stratégique", du fait qu'elle fournit un contenu proche des préoccupations du citoyen, rappelant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a insisté à maintes occasions, sur l'importance d'une "presse de proximité" et de la prise en charge des préoccupations du citoyen au niveau local de manière à renforcer la cohésion nationale à travers un message médiatique responsable et efficace. Au terme de son allocution, M. Meziane a souhaité voir les ateliers organisés dans le cadre de cette rencontre "asseoir les fondements à même de permettre au secteur d'augmenter le rythme de production de contenus médiatiques, dans le respect de la qualité à travers l'ensemble des médias disponibles, pour faire face aux campagnes systématiques qui utilisent la liberté d'expression comme prétexte".

MDN

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha en visite de travail en 4e Région militaire

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectue, à partir de lundi, une visite de travail et d'inspection en 4e Région militaire (RM), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.
Lors de sa rencontre avec les cadres de la Région, le Général d'Armée a prononcé une allocution d'orientation, suivie par visioconférence, par l'ensemble des personnels de la 4e RM, à travers laquelle il a souligné «la nécessité de lutter contre l'utilisation de la propagande mensongère et destructrice et de renforcer le sens de la sécurité chez les individus et les groupes». «A cette occasion, il est d'importance de souligner la nécessité de lutter contre l'utilisation de la propagande mensongère et destructrice, notamment à l'aune de l'évolution extraordinaire des technologies de l'information, des réseaux sociaux et des plateformes numériques, où la désinformation est utilisée comme une arme fatale pour atteindre des objectifs politiques douteux», a fait observer le Général d'Armée.
«Partant de ce principe, il est de la plus haute nécessité de renforcer le sens de la sécurité chez les individus et les groupes, et d'ancrer une culture d'information nationale solide, qui les incite à vérifier les informations, avant de les tenir pour vraies ou de les partager, en se référant à des sources fiables, et à ne pas se fier aux titres sensationnels et autres contenus trompeurs», a-t-il ajouté. Le Général d'Armée a ajouté qu' «il est un devoir pour chaque Algérien dévoué à son pays de lutter contre les campagnes tendancieuses qui visent à porter atteinte à son image».
«Développer la pensée critique aide à protéger notre société de tomber dans le piège de la propagande, qui tend à influencer l'opinion publique nationale, à créer une atmosphère de doute et de méfiance entre les institutions de l'Etat et le citoyen, pour manipuler ce dernier selon des agendas occultes», a-t-il indiqué. «Il est, ainsi, un devoir pour chaque Algérien dévoué à son pays de lutter contre les campagnes tendancieuses qui visent à porter atteinte à l'image de l'Algérie, en faisant preuve de conscience et de vigilance élevées, et d'engagement patriotique, mais également en œuvrant à déjouer les plans sournois, qui visent la sécurité et la stabilité de notre pays ainsi que son unité territoriale et populaire», a-t-il affirmé.
Au terme de cette rencontre, le Général d'Armée «a écouté les interventions et préoccupations des personnels de la 4e Région militaire qui ont affiché leur volonté de poursuivre les efforts en vue d'accomplir au mieux les missions assignées, notamment en matière de sécurisation des frontières et de protection du territoire national contre tous les fléaux et éventuelles menaces». A l'issue, le Général d'Armée a procédé à l'inauguration d'un cercle régional, «où il a reçu des explications exhaustives auprès des responsables en charge de la réalisation de ce projet, tout comme il s'est enquis de près de la qualité des infrastructures y réalisées, à même de garantir les meilleures conditions de confort aux bénéficiaires». A cette occasion, il «a félicité les responsables pour les efforts fournis en vue de livrer les nouvelles infrastructures dans les délais impartis, de même qu'il les a exhortés à veiller à leur maintien en condition, en faisant preuve de professionnalisme et de gestion rigoureuse, de manière à assurer des prestations de service de qualité».